

IBSA Fund - GUINEA-BISSAU

RAPPORT DE MISSION D’EVALUATION FINALE DU PROJET

“Rural development and services to communities – Phase II, IBAS Fund”

**Alioune Tamchir Thiam
(Consultant)**

Août 2012

Sommaire	Pages
1. Résumé exécutif.....	03-06

I. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte.....	1
1.2. Méthodologie de travail de la mission.....	2
II. PERTINENCE CONCEPTION ET FORMULATION DU PROJET.....	
2.1 Pertinence du projet.....	3
2.2. Cohérence et applicabilité de la logique d'intervention.....	3
2.3. Soutien des parties prenantes à l'action.....	4
2.4. Prise en compte des aspects transversaux dans la conception du projet.....	5
III. EFFICIENCE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET.....	5
3.1. Mobilisation et emploi des moyens.....	
3.2. Budget et progrès par composante du projet	6
3.3. Mécanismes de coordination et de suivi.....	6
IV. EFFICACITE DE L'ATTEINTE DES RESULTATS.....	7
V. IMPACTS DU PROJET.....	12
VI. VIABILITE ET DURABILITE DES ACQUIS.....	13
VII. ASPECTS TRANSVERSAUX.....	14
VIII. COOPERATION SUD-SUD.....	14

IX. ANNEXES	15
9.1. Annexe 1 : Tableau récapitulatif des réalisations et produits obtenus.....	17
9.2. Annexe 2 : Programmation des activités de la mission.....	17
9.3. Annexe 3 : Liste nominative des personnes rencontrées.....	17
9.4. Annexe 4 : Liste bibliographique.....	
9.5. Annexe 5 : Termes de référence de la mission.....	
	19
	20
	38
	40
	42
	43

RESUME EXECUTIF

1. Contexte

La coopération Sud-Sud pour le développement de l'agriculture et de l'élevage en Guinée Bissau à travers l'aide apportée par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (Fonds IBAS¹) et le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est en cours depuis 2005. Une première phase (Phase I) de mise en œuvre s'est déroulée entre 2005 et 2007. Une deuxième phase intitulée « Rural Development and Services to Communities – Phase II, IBSA Fund » initiée en octobre 2009 est arrivée à terme en septembre 2011. La présente mission d'évaluation finale de cette phase II s'est déroulée du 18 juin au 15 juillet 2012. Ces principales conclusions sont les suivantes.

2. Pertinence conception et formulation du projet

Le projet répond aux besoins et attentes de ses principaux bénéficiaires (Populations de 24 localités rurales et Structures étatiques). Il répond également aux préoccupations et stratégies qui sous-tendent la coopération Sud-Sud prônée à travers les Fonds IBAS. Il est aussi en droite ligne des politiques régionales (de l'UEMOA² et de la CEDEAO³) en matière d'accès des populations rurales aux services énergétiques modernes pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD⁴. Mais sa conception (pour deux ans) a largement sous-estimé le temps nécessaire pour l'atteinte des objectifs et résultats escomptés. Par ailleurs, le cadre logique du projet est clair en terme d'agencement d'activités et de produits, mais il recèle très peu d'indicateurs, de type IOV pour mesurer l'atteinte des résultats.

3. Efficience de la mise en œuvre du projet

Le Fonds IBAS a fourni à temps les parts de contribution des trois donateurs (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour le financement de l'action (830 000 USD). L'exécution financière est évaluée à 850 609 USD, soit un taux 99,48.% par rapport au budget initial (855 000 USD, dont 25 000 USD de contre partie nationale), ou 102,48.% par rapport au financement acquis en numéraire. Le PNUD et le Gouvernement bissau-guinéen ont mobilisé à temps l'équipe du projet (à savoir un coordonateur national, un VNU d'appui opérationnel et technique pris en charge à travers un autre budget de la Coopération Sud-Sud, une Assistante administrative et un chauffeur-coursier) aux coûts prévus. L'appui du VNU sur le plan opérationnel a permis d'apporter une certaine efficacité dans la gestion globale dans un contexte plutôt caractérisé par des lourdeurs institutionnelles et opérationnelles. Les ressources financières ont fait l'objet de suivi régulier (par le PNUD et le Secrétariat des Fonds IBAS), des rapports narratifs et financiers sur la mise en œuvre de l'action ont été régulièrement fournis. La structure nationale d'exécution du projet semble bien maîtriser les procédures du PNUD (DEX), du Fonds IBAS et du Gouvernement de la Guinée Bissau en matière d'exécution de projet.

¹ IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud)

² Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

³ Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

⁴ Livre Blanc régional de la CEDEAO/UEMOA pour l'accès des populations rurales et périurbaines aux services énergétiques modernes.

4. Efficacité de l'atteinte des résultats

L'essentiel des produits prévus a été obtenu à temps. La mise en œuvre du projet s'est faite selon la séquence logique initialement prévue pour la plupart des composantes, avec plus ou moins d'efficacité, selon les cas.

Les composante 1 (développement de la riziculture) et 3 (développement de l'horticulture) du projet ont été bien menées dans l'ensemble et ont conduit à l'essentiel des résultats attendus (diversification et accroissement de la production agricole, amélioration des niveaux de revenu et de sécurité alimentaire des populations), même si des améliorations sont encore nécessaires pour pérenniser les acquis. Ces améliorations concernent notamment la sélection et mise à disposition des populations de semences de riz de meilleure qualité, de l'eau au niveau des périmètres maraîchers et de clôture pour sécuriser les espaces de cultures de contre saison contre la divagation du bétail. Ces améliorations (qui n'étaient pas planifiées au départ) renforceront et consolideront les acquis du projet. Elles constituent l'essentiel des doléances actuelles des populations bénéficiaires du projet en plus des appuis sollicités pour le renforcement des capacités dans les domaines de la commercialisation et transformation/conservation des produits maraîchers.

La composante 2 (développement de l'élevage des animaux à cycle court) du projet n'a pas répondu aux attentes, car la démultiplication des espèces introduites est lente et les populations ne maîtrisent pas suffisamment les techniques d'élevage intensif et d'embouche du bétail. La vaccination des animaux, les actions de prophylaxie, la formation des populations, l'appui à la construction des abris pour animaux et les suivis effectués par le projet n'ont pas empêché une forte mortalité des animaux, notamment des volailles. Il semble évident que l'on n'a pas encore trouvé une meilleure stratégie pour ce volet qui prenne en compte le contexte local.

La composante 4 (transfert de techniques et de technologies, et développement des femmes), de portée transversale a été bien menée dans l'ensemble, avec des résultats significatifs, notamment pour les volets formation technique des femmes, création de revenus, alphabétisation fonctionnelle et promotion féminine. Les populations rurales trouvent un grand intérêt à l'alphabétisation et veulent continuer cette activité bien après le projet. Quelques localités ont pu trouver des formes organisationnelles pour continuer l'alphabétisation, mais pour la majorité des villages, il existe encore un réel besoin de renforcement des capacités organisationnelles des populations pour assurer la poursuite et la consolidation des actions initiées par le projet.

La composante 5 (Promotion des Energies renouvelables) est incontestablement celle où les attentes étaient nombreuses pour l'amélioration du cadre de vie. Les résultats atteints au niveau des cinq villages pilotes sont très encourageants. Ils ouvrent de bonnes perspectives d'application de l'énergie solaire pour impulser le développement local. Mais il manque à l'approche des volets essentiels, à savoir, la définition des modalités pratiques de cession des équipements aux bénéficiaires ruraux, et d'exploitation durable des infrastructures créées par le projet.

La composante 6 (gestion du projet et appui institutionnel), a eu des résultats assez mitigés dans l'ensemble. Il reste un important travail d'encadrement socio organisationnel et socioéconomique des populations rurales de la zone du projet. A une ou deux exceptions,

pour la plupart des localités, le niveau de développement des capacités locales s'est nettement amélioré, mais il reste encore en dessous du seuil requis pour l'autonomisation des bénéficiaires (auto prise en charge). Les nouveaux projets en cours d'exécution depuis novembre 2011, devraient accorder une attention particulière à l'encadrement rapproché des populations en vue d'améliorer les niveaux d'organisation des populations rurales cibles pour impulser une véritable dynamique de groupe.

5. Impacts du projet

La contribution du projet à la lutte contre la faim et la pauvreté peut être concrètement vérifiée à travers son impact déjà perceptible sur la sécurité alimentaire, l'amélioration du niveau de revenu des familles, l'accès aux services sociaux de meilleures qualités, la promotion de la bonne gouvernance locale et l'autonomisation des femmes. Une étude d'impact pourrait fournir des informations précises et quantifiées sur les améliorations dues au projet. Selon les témoignages recueillis auprès des populations elles-mêmes, la promotion de l'horticulture grâce au projet a permis la diversification des cultures, l'introduction et la maîtrise des techniques culturales d'autres variétés de légumes (choux, carottes, etc.), l'amélioration de la qualité nutritionnelle des populations et la diminution sous jacente des maladies liées à la mal nutrition, et la création de revenus monétaires substantielles pour les populations. Par ailleurs, les appuis pour le développement de la riziculture (sélection et fourniture de semences de meilleure qualité, distribution de petits équipes agricoles et de produits phytosanitaires, encadrement et formation technique des producteurs, etc.) ont contribué au renforcement de la sécurité alimentaire dans la zone du projet.

L'alphabétisation fonctionnelle est allée de pair avec la promotion du genre. Grâce au projet, des centaines de femmes analphabètes ont appris à lire, écrire et calculer. Elles savent désormais reconnaître la calligraphie de leur nom, composer des numéros de téléphone, faire des opérations de calcul, etc. Toutes choses qui permettent une réelle émancipation de l'Homme en général et de la femme en particulier.

6. Viabilité et durabilité des acquis

La viabilité financière des réalisations du projet pour ses bénéficiaires reste potentielle (mais non encore très effective) tant que les schémas d'exploitation locale des différentes unités de production (agriculture, énergie, eau, élevage) et de tarification ne sont pas étudiés pour la définition d'un système d'exploitation durable et de bonne gouvernance locale. La définition de schémas d'exploitation et de tarification devrait faire partie des priorités des nouveaux projets en cours, afin de garantir la durabilité des acquis.

La capitalisation et la réplique des acquis du projet (méthodologie et résultats) sont nécessaires en vue de servir comme référentiels pour les nouvelles stratégies en cours et/ou en perspective pour les secteurs de l'agriculture et de l'énergie, notamment. La promotion des acquis du projet passe par l'amélioration de la visibilité sur ses résultats et impacts. D'où l'intérêt de réaliser une étude d'impact et d'organiser des journées portes ouvertes pour des rencontres et échanges sur les acquis du projet.

7. Aspects transversaux

Ce projet n'a pas été conçu selon une approche différenciée des bénéficiaires en termes de genre, mais l'essentiel des actions est initié pour répondre au besoin du genre femme et enfant (horticulture, alphabétisation, santé, éducation, etc.). Sur le plan environnemental, l'option énergétique choisie par le projet, à savoir, l'électrification rurale décentralisée à travers les kits solaires PV répond à une préoccupation environnementale de portée mondiale.

8. Coopération Sud-Sud

Ce projet est un exemple réussi de coopération Sud-Sud pour le renforcement des capacités et la réduction de la pauvreté. Cette coopération repose sur deux (2) axes d'intervention : Financement conjoint par trois pays du Sud (Inde, Brésil et Afrique du Sud) au profit d'un pays du Sud (Guinée Bissau) et ; Renforcement des capacités techniques du bénéficiaire à travers le transfert de connaissances et de technologies des Brésiliens (dans le domaine agricole) et Indiens (dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque).

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte

1. La coopération Sud-Sud pour le développement de l'agriculture et de l'élevage en Guinée Bissau à travers l'aide apportée par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (Fonds IBAS⁵) et le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est en cours depuis 2005.

2. Une première phase (Phase I) de mise en œuvre s'est déroulée entre 2005 et 2007. Elle a conduit à des résultats globalement positifs en termes de constitution de compétences techniques nationales dans le domaine de l'agriculture en général et d'amélioration des rendements agricoles à travers la fourniture des intrants agricoles de meilleures qualités dans les zones d'intervention du projet. Sur la base de ses résultats, il a été recommandé la formulation d'une deuxième phase de projet (Phase II) autour de trois axes stratégiques : (i) – consolidation des acquis de la phase I, (ii) – Promotion d'équipements utilisateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (solaire et bio carburants) et (iii)- Développement de programme d'alphabétisation et de renforcement des capacités nationales.

3. Cette deuxième phase du projet intitulée « Rural Development and Services to Communities – Phase II, IBSA Fund » (octobre 2009 – septembre 2011), initiée dans cette perspective est arrivée à terme en septembre 2011.

Comme la première phase, elle était financée par les Fonds IBAS, avec le PNUD comme partenaire technique d'exécution (selon les modalités d'exécution nationale à travers les procédures DEX), le Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural de la Guinée Bissau comme tutelle institutionnelle et l'Unité de coordination dirigée par un Coordonnateur National du Projet (CNP) comme structure d'exécution.

4. A l'issue de sa mise en œuvre qui a pris fin en septembre 2011, il est apparu nécessaire de conduire une évaluation finale indépendante et statutaire pour voir dans quelles mesures :

- L'appui apporté à la Guinée Bissau à travers le projet a atteint ou non ses objectifs ; et
- Ce projet est pertinent et d'actualité par rapport aux évolutions du contexte du pays.

5. Cette évaluation de la phase II a aussi pour objectif (cf. Termes de référence de la mission en annexe 5) d'aider à l'amélioration de la formulation et mise en œuvre de deux nouveaux projets (en cours) appuyés par la même coopération Sud-Sud (Fonds IBAS), à savoir :

- «Projet d'électrification rurale à travers l'énergie solaire » (juin 2011 – décembre 2012) couvrant une vingtaine de villages ; et
- «Support for low-land rehabilitation and for agriculture and livestock processing project” sur trois (3) ans (2011 – 2014).

6. La présente mission a pour objet l'évaluation finale de la phase II du projet. Elle s'est déroulée du 18 juin au 15 juillet 2012 (dont 18 jours de présence effective en Guinée Bissau, pour la partie terrain) selon une méthodologie de travail ci après décrite (paragraphe 1.2).

⁵ IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud)

1.2. Méthodologie de travail de la mission

7. Les activités de la mission étaient sériées en six (6) phases distinctes, mais organiquement liées (cf. Feuille de route et agenda de la mission en annexe 2) :

- a) Recherche et étude documentaires (RED) ;
- b) Rencontres institutionnelles (PNUD, Structure du projet, Ministères et institutions gouvernementales, partenaires au développement, etc.);
- c) Visites des sites du projet et échange avec les acteurs locaux et bénéficiaires directs ;
- d) Synthèse des données et élaboration d'un draft (Aide Mémoire) du rapport d'évaluation ;
- e) Partage des observations et résultats de la mission avec les acteurs et décideurs parties prenantes ; et
- f) Prise en compte des apports et finalisation du rapport de mission.

8. Les recherches et études documentaires auprès du PNUD, de la structure du projet et des Départements ministériels concernaient notamment les principaux documents de base : Rapport d'évaluation de la phase I du projet; Document de projet de la phase II ; Rapports d'avancement de la phase II; Documents de politiques nationales en rapport avec la réduction de la pauvreté (DSRP) et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD); Documents de politiques sectoriels (Agriculture, Energie, Environnement), etc.. La liste bibliographique consultée à cet effet est fournie en annexe 4.

9. Les rencontres institutionnelles visaient le PNUD, les Démembrement ministériels parties prenantes, les partenaires au développement (PTF), etc. Ces rencontres et échanges ont permis de réunir une masse importante d'informations qualitatives et quantitatives sur le projet en particulier, sur les secteurs économiques concernés et sur le pays d'une façon générale. La liste nominative des personnes rencontrées à cet effet est fournie en annexe 3.

10. Pour les visites de terrain, le temps imparti ne permettait pas de couvrir directement l'ensemble des 24 localités bénéficiaires. Ainsi, un échantillon de six (6) localités (Sansanghoto, Mandingara, Bissa, Bucomol, Gä--Mamudu et Gä-Toure) représentatives des 24 localités bénéficiaires du projet a été constitué pour couvrir les six composantes du projet :

- a) Réduction du déficit de la production du riz ;
- b) Amélioration de l'élevage des animaux de cycle court ;
- c) Appui à la diversification de la production horticole et de fruits ;
- d) Renforcement des capacités et favoriser le transfert technique et technologique, promouvoir le genre et faciliter le désengagement du projet ;
- e) Installation du système d'énergie solaire ;
- f) Promotion de la production de biocarburant.

La liste nominative des six villages visités a été arrêtée en accord avec l'équipe du projet sur la base de ses connaissances sur la localisation géographique des réalisations du projet, d'une part, et les profils des villages respectifs.

11. La collecte des données (lors des rencontres institutionnelles et des visites de terrain) était réalisée à travers des guides d'entretiens élaborés à cet effet, après une analyse approfondie du document de projet (objectifs et résultats attendus du projet ; cadre logique d'intervention ; grille d'indicateurs IOV, etc.).

Un agenda pour les rencontres et les visites de terrain a été préalablement élaboré avec la participation de l'équipe du projet au deuxième jour de la mission afin de faciliter les prises de rendez-vous et la mobilisation des moyens logistiques pour le transport vers les zones d'intervention du projet (Bafata, Oio et Biombo).

Un draft intermédiaire (Aide Mémoire) du rapport d'évaluation a été produit après 15 jours de terrain pour échanges et discussions préliminaires sur les constats et recommandations de la mission.

12. Les questions essentielles auxquelles la mission a répondu se résument en ceux-ci :
1. Le projet est-il pertinent et bien conçu, en adéquation avec les stratégies et politiques nationales ? avec un cadre logique clair et pertinent assorti d'indicateurs vérifiables (Niveau formulation de l'action) ?
 2. Le projet a-t-il été bien exécuté ? Toutes les parties prenantes ont-elles convenablement contribué selon les attentes (Niveau participation à l'action) ?
 3. Quels sont les performances, c'est-à-dire, les degrés d'efficience et d'efficacité de la mise en œuvre de l'action - utilisation des moyens de l'action pour atteindre les objectifs (Niveau mise en œuvre du projet) ?
 4. Quels sont les impacts et effets réels du projet sur ses cibles bénéficiaires ? et
 5. Quels sont les éléments de pérennisation et de sortie (viabilité et durabilité) ?

II. PERTINENCE CONCEPTION ET FORMULATION DU PROJET

2.1 Pertinence du projet

13. Ce Projet « Développement de l'agriculture et Services aux communautés rurales en Guinée Bissau (GNB 000 42993 – Fonds IBAS » est structuré autour d'un (1) Objectif de développement (Amélioration des conditions de vie et accroissement des revenus des populations par la diversification et l'intensification des productions à travers l'introduction de nouvelles pratiques plus adaptées au contexte) et de six (6) Objectifs spécifiques : (i) – Réduction du déficit en production de riz ; (ii) – Amélioration de l'élevage des animaux à cycle court ; (iii) – Promotion de l'horticulture et de l'agriculture fruitière ; (iv) – Renforcement des capacités à travers le transfert technique et technologique, la promotion du genre et la responsabilisation des bénéficiaires ; (v) – Promotion des énergies renouvelables ; et (vi) – Bonne gouvernance du projet.

14. L'objectif de développement (OD) et les objectifs spécifiques (OS) sont cohérents entre eux et soutiennent la politique de la Guinée Bissau en matière de développement agricole (Lettre de politique agricole), d'électrification rurale, de réduction de la pauvreté (DENARP) et d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

15. Le projet répond aux besoins et attentes de ses principaux bénéficiaires (Populations rurales et Structures étatiques) en matière de renforcement de capacités économiques, institutionnelles, techniques et opérationnelles.

16. Il répond aux préoccupations et stratégies qui sous-tendent la coopération Sud-Sud prônée à travers les Fonds IBAS (mis à disposition par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud), notamment en matière de renforcement des capacités et de développement humain durable

des bénéficiaires. Le Brésil apporte son expertise pour le secteur de l'agriculture et l'Inde, apporte la sienne pour le volet énergie solaire. Le projet traduit les principes de la coopération Sud-Sud pour l'emploi des Fonds IBAS : Appui mutuel et leadership national, Egalité et horizontalité de la coopération, Inconditionnalité, Complémentarité et bénéfices mutuels, et visibilité.

17. La Guinée Bissau fait partie de l'UEMOA⁶ et de la CEDEAO⁷, et ce projet de portée nationale est en droite ligne des politiques régionales en matière d'accès des populations rurales aux services énergétiques modernes pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD⁸.

18. La réalisation des ouvrages d'électrification rurale (à travers des kits solaires photovoltaïques), la fourniture d'équipements et d'intrants divers pour l'agriculture et l'élevage, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles répondent encore aux besoins des groupes cibles que sont l'Etat et ses démembrements (pour l'Agriculture, l'Elevage, l'Electrification rurale, l'alphabétisation, le Genre et promotion féminine, la réduction de la pauvreté, etc.) et les populations rurales des 24 localités ciblées dans les régions d'intervention du projet (Bafata, Biombo et Oio).

2.2. Cohérence et applicabilité de la logique d'intervention

19. Le cadre logique du projet est clair, mais sa pertinence est réduite par la sous estimation du temps nécessaire pour atteindre les objectifs visés et la sur estimation des capacités nationales, notamment des populations rurales bénéficiaires de l'action.

20. Les six objectifs spécifiques répartis entre six composantes sont clairs, logiques mais très ambitieux, au regard du temps imparti (2 ans) et des capacités nationales (institutionnelles et techniques). L'Objectif de développement et les Objectifs spécifiques ne pouvaient être atteints à 100 % dans le cadre (temps) fixé pour ce projet, notamment dans le temps imparti.

21. Les indicateurs sont définis de façon générale et non quantifiée pour la plupart et ceci rend difficile la mise en œuvre et l'évaluation de l'action. Le projet est structuré autour de : 1 Objectif de développement ; 6 Objectifs spécifiques (voire 6 Résultats spécifiques) ; 16 Produits attendus et 76 Indicateurs dont 21 seulement sont mesurables et SMART (spécifique, mesurable, tangible, réaliste et temporel). La formulation de l'action est cohérente en termes d'agencement entre les Objectifs, Résultats et Principales activités. Le cadre logique du projet est clair en termes d'agencement d'activités et de produits, mais il recèle très peu d'indicateurs, de type IOV, pour mesurer l'atteinte des résultats.

22. Mais les objectifs très ambitieux n'ont pas suffisamment tenu compte des données du contexte national, à savoir : un cadre institutionnel et politique en construction pour la gouvernance générale du pays et de l'économie, d'une part, et la faible capacité des bénéficiaires et autres acteurs étatiques et non étatiques (ONG, Secteur privé, etc.).

⁶ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

⁷ Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

⁸ Livre Blanc régional de la CEDEAO/UEMOA pour l'accès des populations rurales et périurbaines aux services énergétiques modernes.

23. La formulation du projet n'a pas suffisamment tiré les leçons de l'évaluation de la phase I, concernant la mesure du temps nécessaire pour l'action et la définition d'indicateurs mesurables pour faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'action. Toutefois, le nombre élevé d'indicateurs (non quantifiés) de portée qualitative semble tenir compte du contexte politique et institutionnel du pays, où la flexibilité pour les cibles et les indicateurs traduit un certain réalisme pour s'adapter plus facilement à un contexte politique et institutionnel très évolutif.

2.3. Soutien des parties prenantes à l'action

24. La proposition de projet vient du Ministère de l'Agriculture et Développement rural. La conception a été facilitée par le PNUD. Le Secrétariat d'IBAS basé à New York (Unité Spéciale de Coopération Sud-Sud (USCSS)) a contribué à la définition des axes stratégiques du processus d'appropriation nationale et apporte un appui technique pour la réalisation du projet. Par ailleurs, l'engagement de l'Etat Bissau-guinéen pour une contribution de 25 000 USD au financement de l'action est un indicateur important de son niveau d'implication dans la conception. Le projet (dit phase II) est le prolongement du projet (dit phase I, initié entre 2005 et 2007).

25. La gestion et les dispositions financières sont clairement définies dès la conception de l'action et contribuent au renforcement institutionnel. La répartition des tâches et responsabilités (définies dans les chapitres VI, VII et VIII du document de projet, à savoir, respectivement : Modalités d'exécution et de gestion, Suivi et évaluation, et Contexte légal) renforce les capacités de l'Etat (à travers les Ministères en charge de l'Agriculture et Développement rural ; de l'Energie ; de la Promotion féminine, etc.).

26. Mais, pour la coordination de la mise en œuvre de l'action au niveau central (Structure du projet), l'option retenue, à savoir, un nombre réduit de personnels de projet (1 coordonateur national, 1 assistante et un chauffeur) appuyé par un VNU (pris en charge à travers un autre financement de la Coopération Sud-Sud) et des prestataires ponctuels de services d'appui technique et de formation (consultants nationaux/Contrat individuel périodiques) ne répond pas tout-à-fait aux spécificités du contexte Bissau-guinéen, à savoir la faible capacité nationale (technique et organisationnelle). Par ailleurs, les modalités pratiques pour l'implication et la responsabilisation des acteurs et décideurs locaux auraient pu être plus clairement définies au départ. La stratégie globale de mise en œuvre du projet est restée dans les généralités, sans une description opérationnelle suffisamment claire des rôles et responsabilités des différents acteurs et bénéficiaires parties prenantes. Par exemple, la contribution (voire participation) et les responsabilités des populations rurales bénéficiaires n'ont pas été clairement définies, notamment en ce qui concerne, le maintien par bénéficiaires de l'apport de bénéfices du projet (pérennisation des acquis). Par ailleurs, les modalités pratiques d'implication et surtout de responsabilisation des autres Ministères (en charge de : Energie, Eau, Santé, Education, etc.) ne sont pas clairement définies sur le plan opérationnel (voire pratique).

2.4. Prise en compte des aspects transversaux dans la conception du projet

27. Les questions environnementales sont clairement prises en compte dans la formulation de l'action, d'abord à travers la composante promotion des énergies renouvelables (solaire et bio carburant) et ensuite à travers diverses actions prévues pour améliorer l'efficacité des systèmes de productions végétales (riziculture et horticulture).

28. L'aspect genre (femme et enfant) n'est pas nommément mis en exergue dans la formulation de l'action, mais la mise en œuvre du projet est centrée sur les préoccupations et attentes des femmes et des enfants. Les objectifs et résultats attendus du projet touchent plusieurs domaines d'intérêt pour les Droits Humains (Nourriture, Santé, Education, Emancipation, Cadre de vie, etc.). Il est cependant à déplorer le fait que les questions foncières ne soient pas prises en compte dans la conception du projet. Par exemple, aucune référence n'est faite sur la question foncière liée au site d'implantation des périmètres d'horticulture et des infrastructures d'électrification solaire photovoltaïque.

29. En somme, le projet est pertinent et d'actualité mais sa conception a largement sous estimé le temps nécessaire pour atteindre les objectifs. Au regard des besoins, le budget de l'action est relativement modeste pour couvrir le coût des ouvrages nécessaires pour assurer le développement agricole (riziculture et horticulture en Guinée Bissau), l'hydraulique rurale (à des fins domestique et agricole) et l'encadrement et le renforcement des capacités des bénéficiaires. Par ailleurs, la formulation de l'action aurait pu prévoir le fait qu'il y aurait beaucoup d'applications possibles des équipements solaires (éclairage, alimentation électrique, pompage et distribution d'eau, chaîne de froid, force motrice, etc.) qui nécessitent des actions d'accompagnement.

III. EFFICIENCE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET

3.1. Mobilisation et emploi des moyens (Ressources)

30. Pour les ressources financières, le Fonds IBAS a fourni à temps les parts de contribution des trois donateurs (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour le financement de l'action (830 000 USD); mais la mobilisation du cofinancement de l'Etat bissau-guinéen (25 000 USD) n'a pas pu être effective à cause des difficultés d'ordre institutionnel et sociopolitique de ces trois dernières années. Ainsi, le financement total acquis pour l'action s'élève à 830 000 USD. A la fin du projet, l'exécution financière est évaluée à 850 609 USD, soit un taux d'exécution de 99,48.% par rapport au budget initial de l'action, ou 102,48.% par rapport au financement acquis.

31. Tableau : Budget prévisionnel et Exécution financière

Composantes	Coût : Budget prévisionnel (en USD)	Coût Exécution finale (en USD)	Evolution Entre Prévision et exécution)
Composante 1	100 000	86 324	(-) 13,7 %
Composante 3	90 000	44 936	(-) 50,07 %
Composante 3	90 000	84 558	(-) 6,05 %
Composante 4	145 000	126 093	(-) 13,04 %
Composante 5	320 000	321 583	(+) 0,49 %
Composante 6	110 000	187 115	(+) 70,10%
Total	855 000	850 609	

32. L'exécution financière est inférieure au budget prévisionnel pour les quatre premières composantes du projet consacrées aux actions et investissements directs pour l'agriculture,

l'élevage et l'énergie. Les prévisions budgétaires ont été respectées pour l'exécution de la composante 5 (Renforcement des capacités), bien que le budget prévisionnel pour cette composante soit largement en dessous du besoin de renforcement des capacités nationales (étatiques et populations rurales).

33. Par contre, le dépassement de l'exécution financière pour la composante 6 (Gestion du projet et appui institutionnel) représente environ 70 % du budget prévisionnel pour la composante. Ainsi, le coût des actions d'accompagnement (Gouvernance de l'action et Appui institutionnel) est passé de 12,86 % du coût total (niveau prévision) à environ 22 % du coût total (niveau exécution). A prime abord, ce ratio très élevé pose le problème de la qualité de l'affectation et de la gestion des moyens financiers mobilisés pour une action visant pour l'essentiel le développement à la base à travers des investissements directs. Cependant, si l'on tient compte du faible niveau de développement des capacités des bénéficiaires, (notamment des populations rurales), les charges d'encadrement et de renforcement des capacités techniques et organisationnelles ne semblent pas exorbitantes.

34. Pour les moyens humains et matériels, le PNUD et le Gouvernement ont mobilisé à temps l'équipe du projet (à savoir un coordonateur, un VNU d'appui opérationnel et technique pris en charge à travers un autre budget de la Coopération Sud-Sud, une Assistante administrative et un chauffeur-coursier) au coût prévu. Il en est de même des moyens matériels prévus (véhicules, mobiliers de bureau et matériels informatiques). Par ailleurs, la mobilisation des personnels pour des appuis ponctuels (études, travaux, et formation) a été faite en conformité avec les calendriers prévisionnels des plans de travail annuels. Le personnel national permanent du projet est réduit au strict nécessaire ; et sur le terrain, le projet était appuyé par des prestataires ponctuels de services d'appui technique saisonniers qui sont en réalité des consultants nationaux (un agronome et un technicien d'élevage par région). L'appui du VNU sur le plan opérationnel a permis d'apporter une certaine efficacité dans la gestion globale du projet au triple plan technique, administratif et financier. Cette «expertise VNU» a incontestablement facilité la mise en œuvre du projet et insufflé une certaine dynamique de groupe dans un contexte plutôt caractérisé par des lourdeurs institutionnelles et opérationnelles.

35. Les ressources financières ont fait l'objet de suivi régulier (par le PNUD et le Secrétariat des Fonds IBAS basé à New York), des rapports narratifs et financiers sur la mise en œuvre de l'action ont été régulièrement fournis par la structure d'exécution du projet, le PNUD et Secrétariat des Fonds IBAS. La structure nationale d'exécution du projet semble bien maîtriser les procédures du PNUD (DEX), du Fonds IBAS et du Gouvernement de la Guinée Bissau en matière d'exécution de projet.

3.2. Budget et Progrès par composantes du projet

36. Le cadre logique (CL) initial du projet et les plans prévisionnels de travail ont été suivis en réalité. Mais le faible nombre d'indicateurs prévisionnels d'exécution (IOVs) fait qu'il est relativement difficile d'établir la conformité des réalisations concrètes avec les prévisions. Par ailleurs, l'absence de données initiales sur les situations de référence d'avant projet rend difficile l'évaluation des progrès accomplis par composante. A cela s'ajoute le fait que l'assistance technique et financière au projet ne s'est pas véritablement arrêtée à la fin de la phase II du projet (objet de cette évaluation). Le calendrier des activités (plan de travail) a été suivi d'une manière générale, cependant les prévisions budgétaires, quant-à-elles, existent mais ne n'ont pas été suivies pour toutes les composantes du projet. Certaines prévisions ont

été modifiées et ré adaptées pour mieux tenir compte des conditions réelles d'exécution du projet (composante 6). La qualité de la gestion des activités sur le terrain, en nette amélioration comparativement à la phase I du projet, est encore perfectible.

Les résultats finaux du projet sont résumés comme suit (cf. Tableau en annexe 1, pour plus de détails).

37. Pour la Composante 1 (développement de la riziculture)

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 100 000 USD. Les dépenses imputées à cette action sont évaluées à 86 324 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 86,3 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. L'impact de l'accroissement des rendements dû à l'introduction de semences de riz de meilleures qualités et à la formation technique des producteurs est significatif sur une échelle réduite aux quelques localités encadrées (24 villages), mais de faible portée si l'on considère l'échelle nationale (nombre de superficies agricoles susceptibles d'exploitation et de ressources humaines en quête de formation et de renforcement de capacités).

Cette composante a été le cadre d'application de la coopération sud-sud entre un Institut brésilien de recherche agronomique (EMBRAPA) et un Institut bissau -guinéen de recherche agronomique (INPA) pour la sélection et l'adaptabilité en Guinée Bissau de semences de riz importées du Brésil ; ce qui a permis d'élargir le capital semencier riz de la Guinée Bissau à trois nouvelles variétés qui se sont révélées de meilleures qualités génétiques.

Il est important de pérenniser et de démultiplier les acquis à travers la certification et la vulgarisation de la production de semences améliorées, l'introduction d'une habitude de constitution de semences par les paysans individuellement, la multiplication des centres commerciaux agréés de vente de semences certifiées et l'appui à l'accroissement des superficies rizicoles à travers des aménagement hydro-agricoles en synergie avec d'autres initiatives en cours pour le développement de la riziculture en Guinée Bissau.

Il est tout aussi important de poursuivre le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs individuellement et des Organisations paysannes collectivement à travers la formation technique d'une large couche de la population, notamment des jeunes.

38. Pour la composante 2 (Développement de l'élevage des animaux à cycle court) :

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 90 000 USD. Les dépenses imputées à cette action sont évaluées à 44 936 USD, soit un taux d'exécution financière d'environ 50 % des prévisions. Ce faible taux d'exécution financière est à corréliser avec l'absence d'une véritable stratégie et approche adaptées au contexte rural pour la composante «Développement de l'élevage des animaux à cycle court». La stratégie adoptée sur la base des pré-supposés s'est révélée en dessous des défis du sous secteur de l'élevage. Les vaccinations et les actions de prophylaxie qui ont été réalisées ainsi que la formation des populations, la construction des abris pour animaux et les suivis sanitaires n'ont pas empêché une forte mortalité des animaux.

Cette composante reste pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Cependant, son impact n'est pas très perceptible sur le terrain. Les animaux distribués aux associations villageoises pour enrichir les races locales et augmenter la production de viande et d'autres dérivées d'élevage (lait en particulier) ont à peine commencé à se démultiplier (moutons et chèvres surtout). D'une façon générale, les résultats ont été largement en dessous des espoirs pour l'élevage, notamment pour la volaille (forte mortalité en dépit des vaccinations).

L'approche pour la composante (actions ponctuelles de prophylaxie et de vaccination, distribution que quelques spécimens d'animaux aux villageois habitués à la propriété individuelle et donc mal préparés à la copropriété et gestion communautaire du bétail (toutes catégories confondues) ne semble pas tirer les enseignements et recommandations de la phase I du projet exécutée entre 2005 et 2007, selon lesquels « le développement de l'élevage n'a pas donné les résultats escomptés.

Ainsi, l'introduction de coqs de race, la poursuite de la pratique traditionnelle de l'élevage de la volaille par divagation à l'air libre, la mise en place de «Ligne de crédit revolving» pour l'acquisition individuelle ou collective de spécimens d'animaux auraient davantage responsabilisé les bénéficiaires et pérenniser l'action.

39. Pour la composante 3 (Développement de la culture de légumes et fruits)

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 90 000 USD. Les dépenses imputées à cette action sont évaluées à 84 558 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 94 % des prévisions. Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement. On constate une certaine capitalisation par les populations rurales des acquis (formations aux techniques de productions horticoles, diversification des cultures, traitements phytosanitaires, etc.) des périmètres maraîchers collectifs pour la réplique au niveau individuel (jardins privés ruraux).

L'action s'est limitée à la formation et distribution de semences, de produits phytosanitaires et de petits matériels de jardinage. Elle ne prévoyait pas d'aller plus loin en fournissant des réponses aux quatre principales contraintes au développement de ces filières, à savoir : Disponibilité et maîtrise de l'eau sur les périmètres maraîchers ; Prolongation de la saison culturale sur la majeure partie de l'année; Sécurisation des espaces de cultures contre le bétail ; Organisation des producteurs et des circuits de commercialisation des productions.

Le développement de l'horticulture dans la zone du projet nécessite des investissements relativement élevés (qui dépasseraient largement les coûts prévisionnels budgétisés) pour la maîtrise de l'eau dans les périmètres maraîchers, la sécurisation des espaces de culture contre la divagation du bétail (clôture) et l'allongement de la durée de la saison de culture (maîtrise de l'eau).

Enfin, d'autres éléments de durabilité de l'action n'étaient pas suffisamment intégrés à la démarche, à savoir : Certification des circuits d'approvisionnement en intrants et produits phytosanitaires ; Désenclavement rural et accès durable aux marchés urbains plus rémunérateurs ; Accès au crédit (de campagne) à travers des institutions de micro finance, ou à défaut, institution de ligne de «crédit revolving». Il faut faire remarquer que certains de ces

besoins ont été identifiés et pris en compte par les deux nouveaux projets en cours d'exécution.

40. Pour la composante 4 (Transfert de technologies et de techniques, renforcement des capacités et promotion du genre)

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 145 000 USD. Les dépenses imputées à cette action sont évaluées à 126 093 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 87 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement. Mais des insuffisances caractérisent sa mise en œuvre. D'abord, le taux d'exécution financière ne reflète pas le faible niveau d'exécution des activités prévues pour cette composante. Ensuite la réalisation de l'éventail des activités et produits prévus pour cette composante nécessitait un temps largement supérieur aux deux années imparties au projet. C'est notamment au niveau de cette composante que l'on mesure l'ampleur de la sous estimation du temps imparti, ou la sur estimation des objectifs et produits à réaliser.

Seules cinq (5) catégories d'activités et de produits sous-jacents sont réalisées, à savoir : alphabétisation fonctionnelle ; formations techniques complémentaires à celles réalisées pour les composantes 1 à 3 ; recherche/développement en partenariat avec les Institutions internationale et nationale (EMBRAPA et INPA) de recherches agronomiques appliquées ; fourniture de petits équipements de transformation et conservation de fruits et légumes ; et appui à la mise en place de cadres de concertation et d'action au niveau local, voire villageois ; L'alphabétisation, des femmes notamment est un volet où le projet a eu beaucoup de succès, notamment auprès des femmes qui en ont appris à lire et à écrire.

Plus de la moitié des activités et produits n'ont pu être réalisés, à savoir : Suivi environnemental de l'impact des produits phytosanitaires employés ; Formation des artisans locaux à la maintenance des petits équipements agricoles introduits ; Installation de l'outils « Plateforme multifonctionnelle » d'allègement des travaux des femmes et de valorisation du bio carburant ; Echanges inter villageois de bons procédés organisationnels, techniques et socioculturels ; Mise en place de système de crédit revolving ; Intermédiation pour le développement de la commercialisation des produits d'horticulture notamment ; et contractualisation avec les ONG pour la prestation de services d'encadrement rapproché des populations rurales.

41. Pour la composante 5 (Promotion des énergies renouvelables)

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 320 000 USD. Les dépenses imputées à cette action sont évaluées à 321 583 USD, soit un taux d'exécution financière d'environ 100 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement. Elle a été introduite dans le projet suite à une demande d'appui présentée par d'autres organes du Gouvernement de la Guinée Bissau au Conseil d'Administration du Fonds IBAS.

L'équipe du projet sur le terrain a bien introduit cette composante dans la problématique du développement des secteurs sociaux (santé, éducation, eau potable) selon une démarche pour

engager un partenariat avec la Direction de l'électrification rurale du Ministère en charge de l'énergie qui joue le rôle de maître d'œuvre de cette composante.

Les Directions nationales et régionales de la santé et de l'hydraulique ont été également associées à la mise en œuvre de cette composante, mais il est apparu que la Direction des Ressources Hydriques (de la Direction de l'Hydraulique) qui est la responsable de tous les forages n'a pas pris une part active à la mise en œuvre du projet, notamment pour la résolution des contraintes techniques et institutionnelles relatives à l'utilisation des équipements solaires (installées par le projet) au système de pompage et distribution d'eau potable existant dans certains villages.

L'accès des populations rurales aux services énergétiques modernes à travers le solaire photovoltaïque (PV) et le bio carburant est source de progrès. Le développement de l'agriculture, notamment des filières d'horticulture, reste subordonné à l'énergie et aux équipements utilisateurs permettant l'emploi de la force motrice pour le pompage et la distribution d'eau (à usage domestique et agricole), l'électricité pour la marche des équipements de conservation et transformation de produits agricoles. Il y a aussi le fait que l'accès à l'éclairage de meilleure qualité et aux équipements d'information et de communication (télévision, radio, ordinateur, internet, etc.) est source d'émancipation et de développement humain.

Les équipements solaires installés ont eu un impact réel sur les populations, à travers l'éclairage public (lampes solaires), l'équipement des centres de santé (éclairage et chaîne de froid pour la conservation des médicaments et vaccins) des écoles (éclairage et alimentation électrique), des centres juvéniles (éclairage et alimentation électrique pour les équipements de communication et de loisir) et des points d'eau (alimentation électrique pour force motrice affectée au pompage de l'eau. L'exploitation des équipements solaires reçus pour charger les batteries des téléphones et l'alimentation électrique des centres juvéniles a permis à plusieurs localités de se créer des revenus monétaires (recettes d'exploitation) pour des utilisations diverses (investissement d'utilité communautaire par exemple).

Mais certaines insuffisances caractérisent la mise en œuvre de cette composante.

- D'abord, il n'existait pas de stratégie d'intervention clairement définie pour cette composante qui semble être menée sans une définition claire des rôles et responsabilités des différents acteurs-partenaires institutionnels que sont la structure du projet, les Directions nationales en charges des secteurs électrification rurale, hydraulique rurale et santé. Il y a un réel besoin de renforcement des cadres de concertation entre le projet et les institutions étatiques en charge des secteurs énergie, santé, éducation et hydraulique. .
- Ensuite, des appuis conseils ont été donnés aux villageois pour assurer la maintenance des équipements ; mais les modalités de gestion durable de ces infrastructures par leurs bénéficiaires (populations rurales) n'ont pas été suffisamment définies pour préparer l'après assistance extérieure apportée par le projet (gestion économique et technique).
- Enfin, un déficit d'encadrement et d'appui-conseil a fait que l'emploi des recettes générées par les charges batterie de téléphones portables comme ligne de financement (subvention) des investissements villageois ou comme ligne de crédit revolving pour

soutenir les besoins de financements d'utilité communautaire ou individuelle reste comme une piste non encore explorée pour l'autofinancement villageois permettant d'engager une dynamique d'auto développement induite par le projet IBAS.

Pour le volet bio carburant, il était prévu de réaliser une étude d'évaluation des potentialités nationales en bio carburants, et ceci a été fait. Mais aucune autre action n'était prévue dans le cadre du projet pour l'exploitation des résultats de cette étude qui, vraisemblablement sera capitalisée par les Ministères en charge de l'énergie, de l'agriculture et de l'environnement.

42. Pour la composante 6 (Gestion du projet et appui institutionnel)

Le budget prévisionnel pour cette composante était initialement de 110 000 USD. Les dépenses imputées à la composante sont évaluées à 187 115 USD, soit 170 % des prévisions.

43. Le coût des actions d'accompagnement (gouvernance et appui institutionnel) est passé de 12,86 % du coût total (niveau prévision) à 22 % (niveau exécution). Mais, il s'agit davantage d'une sous estimation du coût de cette composante dans les prévisions que d'une sur élévation des charges effectives de gestion. Les charges effectives d'encadrement et de renforcement des capacités techniques et organisationnelles ne semblent pas exorbitantes si l'on tient compte du faible niveau initial de développement des capacités des bénéficiaires de l'action (Structures étatiques et populations rurales) et de la dispersion des 24 localités rurales concernées sur un rayon de plus de 100 kms.

3.3. Mécanismes de coordination et de suivi

44. L'organisation du suivi du projet a été bien assurée par la plupart des structures créées à cet effet et celles-ci fonctionnaient correctement : Comité de pilotage (CP), Comité technique (CT), Cellule nationale du projet basée à Bissau.

- Le suivi du projet a été régulier et satisfaisant dans le cadre du Comité de Pilotage (CP) qui s'est réuni régulièrement tous les trimestres.
- Le Comité technique (CT) qui regroupe tous les Directeurs généraux (Agriculture, Energie, Elevage, Alphabétisation, Lutte contre la pauvreté, etc.) s'est-elle aussi régulièrement réunie en session ordinaire, deux fois par an ;
- Par contre, le Comité de concertation au niveau régional (CCR) n'a pas fonctionné, alors même qu'il constitue le cadre le plus rapproché pour la coordination au niveau terrain. Plusieurs contraintes qui auraient pu être résolues au niveau du Comité technique ou du Comité de pilotage (comme par exemple le problème de l'utilisation des installations solaires apportées par le projet IBAS aux infrastructures de pompage d'eau installées par la Direction de l'Hydraulique) n'ont pas été levées pour des raisons diverses, dont les conflits d'intérêts institutionnels au cœur des difficultés de mise en œuvre du projet.

45. Il convient de signaler que les deux nouveaux projets en cours (à travers le financement des Fonds IBAS) ont tiré les leçons de cette situation, en recrutant trois (3) Assistants régionaux (comme membres de l'équipe du projet) dotés de moyens de transport (motos) pour suppléer le manque de fonctionnalité du CCR et assurer un meilleur relais des Directions régionales sectorielles.

46. Pour le suivi et le rapportage, le projet a produit tous les rapports statutaires, à savoir les rapports périodiques narratifs d'avancement, le rapport final du projet et divers rapports de consultants ou de missions sur le terrain.

47. Pour la coordination avec d'autres interventions, le projet est mis en œuvre par le PNUD (Procédure DEX), en tant qu'Agence d'exécution, appuyé en cela par une structure nationale légère d'exécution (sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et Développement rural). Toutes les actions ont été initiées ou menées en synergie avec les programmes sectoriels pour l'énergie, l'agriculture et l'hydraulique, notamment.

IV. EFFICACITE DE L'ATTEINTE DES RESULTATS

Appréciation des résultats atteints

48. Réalisation des produits par rapport aux prévisions: L'essentiel des produits prévus a été obtenu à temps. La mise en œuvre du projet s'est faite selon la séquence logique initialement prévue pour la plupart des composantes, avec plus ou moins d'efficacité, selon les cas.

49. Les composante 1 (développement de la riziculture) et 3 (développement de horticulture) ont été bien menées dans l'ensemble et ont conduit à l'essentiel des résultats attendus (diversification et accroissement de la production agricole, amélioration des niveaux de revenu des populations, sécurité alimentaire accrue), même si des améliorations sont encore nécessaires pour pérenniser les acquis dans ces domaines, notamment pour disponibiliser durablement les semences de riz de bonne qualité et l'eau au niveau des périmètres maraîchers et sécuriser les espaces de cultures de contre saison contre la divagation du bétail (clôture). Ces améliorations (qui n'étaient pas planifiées au départ) renforceraient et consolideraient les acquis du projet. Elles constituent l'essentiel des doléances actuelles des populations bénéficiaires du projet en plus des appuis sollicités pour le renforcement des capacités dans les domaines de la commercialisation et transformation/conservation des produits maraîchers.

50. La composante 2 (développement de l'élevage des animaux à cycle court) n'a pas encore répondu aux attentes, car la démultiplication des espèces introduites est lente et les populations ne maîtrisent pas suffisamment les techniques d'élevage intensif et d'embouche du bétail. La vaccination des animaux, les actions de prophylaxie, la formation des populations, l'appui à la construction des abris pour animaux et les suivis effectués par le projet n'ont pas empêché une forte mortalité des animaux, notamment des volailles. Il semble évident que l'on n'a pas encore trouvé une meilleure stratégie pour ce volet qui prenne en compte le contexte local.

51. La composante 4 (transfert de techniques et de technologies, et développement des femmes), de portée transversale a été bien menée dans l'ensemble, avec des résultats significatifs, notamment pour les volets formation technique des femmes, création de revenus, alphabétisation fonctionnelle et promotion féminine. Les Ministères de l'Agriculture et de l'Energie ont également bénéficié de l'action (renforcement des capacités des ressources humaines à travers la formation et les stages pratiques à l'étranger). Les populations rurales trouvent un grand intérêt à l'alphabétisation et veulent continuer cette activité bien après les 3 mois d'encadrement du projet. Quelques localités ont pu trouver des formes organisationnelles pour continuer l'alphabétisation. Mais pour la majorité, il existe un réel

besoin de renforcement des capacités organisationnelles des populations bénéficiaires pour assurer la poursuite et la consolidation des actions initiées par le projet.

52. La composante 5 (Promotion des Energies renouvelables) est incontestablement celle où les attentes sont nombreuses pour l'amélioration du cadre de vie. Le projet initialement axé sur le développement de l'agriculture s'est élargi au volet énergie solaire dans 5 villages pilotes (Bissa et Safin dans le Biombo, Mandingara dans l'Oio, Gä-Ture et Gä-Mamudu dans le Bafata). L'approche qui a été menée pour la mise en œuvre de cette composante s'est révélée très pertinente : (i) - Formation de cinq (5) cadres du Secteur de l'énergie en Inde (qui a fourni les équipements solaires, en tant que bailleur et partenaire technique du projet), (ii) - Sensibilisation des autorités locales et des bénéficiaires ruraux sur l'énergie solaire, (iii) - Participation des populations bénéficiaires (apport des bénéficiaires) pour l'implantation des poteaux de soutènement, (iv) - Formation de cinq (5) jeunes par villages à la maintenance préventive, (v) - installation des équipements par le projet à travers la maîtrise d'œuvre et l'assistance de la Direction de l'Electricité et (vi) – Exploitation et maintenance légère des équipements par les populations bénéficiaires. Les résultats atteints au niveau des cinq villages pilotes sont très encourageants. Ils ouvrent de bonnes perspectives d'application de l'énergie solaire pour impulser le développement local. Mais il manque à l'approche des volets essentiels, à savoir, la définition des modalités juridiques et pratiques de cession des équipements aux bénéficiaires ruraux, d'une part, et les modalités pratiques d'exploitation durable et de gestion financière des infrastructures ainsi créées par le projet (schéma d'exploitation et d'affectation des recettes des installations solaires).

53. La composante 6 (gestion du projet et appui institutionnel), a eu des résultats assez mitigés dans l'ensemble. Il reste un important travail d'encadrement socio organisationnel et socioéconomique des populations rurales de la zone du projet. A une ou deux exceptions, pour la plupart des localités, le niveau de développement des capacités locales s'est nettement amélioré, mais il reste encore en dessous du seuil requis pour l'autonomisation des bénéficiaires (auto prise en charge). Les nouveaux projets en cours d'exécution depuis novembre 2011, devraient accorder une attention particulière à l'encadrement rapproché des populations en vue d'améliorer les niveaux d'organisation des populations rurales cibles pour impulser une véritable dynamique de groupe.

V. IMPACTS DU PROJET

Impacts effectifs et potentiels du projet au niveau des Objectifs

54. Les impacts du projet par rapport aux objectifs (général) et spécifiques (agriculture, énergie, cadre de vie, renforcement de capacités) sont très perceptibles sur le terrain (cf. tableau récapitulatifs des réalisations et impacts en annexe 1).

55. La contribution du projet à la lutte contre la faim et la pauvreté peut être concrètement vérifiée à travers son impact déjà perceptible sur la sécurité alimentaire, l'amélioration du niveau de revenu des familles, l'accès aux services sociaux de meilleures qualités grâce à l'électricité d'origine solaire (santé, école, centre juvénile, etc.), la promotion de la bonne gouvernance locale et l'autonomisation des femmes (développement de l'agriculture et de l'élevage (cf. Indicateurs, dans rapport final d'évaluation). Mais la mesure de cette impact est difficile à quantifier, en absence, de données sur la situation initiale d'avant projet. Toutefois, une étude d'impact pourrait fournir des informations précises et quantifiées sur les améliorations dues au projet. L'on sait, à travers divers témoignages des

populations elles-mêmes, que la promotion de l'horticulture grâce au projet a permis la diversification des cultures, l'introductions et la maîtrise des techniques culturales d'autres variétés de légumes (choux, carottes, etc.), l'amélioration de la qualité nutritionnelle des populations et la diminution sous jacente des maladies liées à la mal nutrition, et la création de revenus monétaires substantielles aussi bien pour les populations individuellement (exploitants des périmètres maraîchers) que pour toute la collectivité (caisse villageoise constituées avec la cotisation des exploitants agricoles). Par ailleurs, les appuis pour le développement de la riziculture (semences améliorées, petits équipes agricoles, produits phytosanitaires, formation technique, etc.) ont contribué au renforcement de la sécurité alimentaire.

Le renforcement des capacités nationales à travers le transfert de connaissances sud-sud, la formation technique dans divers domaines (agriculture vivrière, horticulture, élevage, énergie solaire) et l'alphabétisation fonctionnelle ont eu un impact réel et visible. Par exemple, l'introduction de nouvelles techniques de productions en horticulture a permis d'élargir la gamme des variétés de produits maraîchers exploités et consommés dans la zone du projet. L'alphabétisation fonctionnelle est allée de pair avec la promotion du genre. Grâce au projet, des centaines de femmes analphabètes ont appris à lire, écrire et calculer. Elles s'avent désormais reconnaître l'écriture de leur nom, composer des numéros de téléphone, faire des opérations de calcul, etc. Toutes choses qui permettent une réelle émancipation de l'Homme en général.

Grâce à l'accès à l'électricité à travers l'énergie solaire photovoltaïque, le plateau technique des postes de santé a été amélioré avec l'éclairage des locaux, l'installation de chaîne de froid (réfrigérateur) pour la conservation des médicaments et vaccins. L'éclairage des salles de classe des écoles a donné la possibilité pour les élèves de poursuivre les études durant la soirée et d'en améliorer leur performance scolaire (une étude d'impact pourrait mesurer cette amélioration). L'installation de cinq points d'éclairage public au niveau de chaque localité a augmenté le rayonnement des villages bénéficiaires, assurer une plus grande sécurité nocturne. L'équipement des centre juvéniles en unités de charge batterie, matériels informatiques et de sonorisation a incontestablement augmenté l'attrait pour les villages bénéficiaires. Il en est de même des applications de l'énergie solaire pour améliorer le niveau de pompage et de distribution d'eau potable. La facturation de diverses applications de l'énergie solaire est aussi une importante source de revenus monétaires pour les populations (facturation des charges batterie, de l'eau produite, des moyens informatiques). Dans certaines localités (Bissa par exemple), les revenus générés par l'exploitation des charges batterie atteignent 900 000 à 1000 000 FCFA par an (soit environ 2000 \$ US/an). Il s'agit là, d'un moyen interne permettant à terme l'auto financement des investissements ou la mise en place d'une ligne de crédit revolving pour le financement des activités. Un autre impact du projet concerne le développement et la diversification du partenariat avec d'autres structures en complémentarité avec le projet. Enfin, il est apparu aussi des cas d'auto promotion à la suite de l'émancipation induite par le projet. Par exemple à Bissa, les populations se sont organisées pour réaliser un mini réseau hydraulique (utilisateur de l'énergie solaire), instituer entre elles une certaine assurance santé et diversifier leur partenariat avec des ONG internationales pour couvrir d'autres domaines d'assistance et d'appui.

VI. VIABILITE ET DURABILITE DES ACQUIS

56. La viabilité financière des réalisations pour les bénéficiaires et groupes cibles reste potentielle (mais non encore très effective) tant que les schémas d'exploitation locale des

différentes unités de production (agriculture, énergie, eau, élevage) et de tarification ne sont pas étudiés pour la définition d'un système d'exploitation durable et de bonne gouvernance locale. **La définition de schémas d'exploitation et de tarification devrait faire partie des priorités des nouveaux projets en cours, afin de garantir la durabilité des acquis.**

57. Une tarification du service d'électricité solaire qui inclut l'amortissement du coût des investissements (relatifs aux équipements et ouvrages d'électrification) ne serait vraisemblablement pas accessible aux populations rurales de la zone du projet. Par contre, les coûts d'entretien seront relativement faibles à cause des options énergétiques retenues par le projet (Kits solaires PV). Toutefois, le renouvellement des batteries de stockage de l'électricité de kits solaires/ PV sera une charge non négligeable pour les bénéficiaires (centres de santé et établissements scolaires) après deux ans de fonctionnement.

58. La stratégie de viabilité et de sortie (phase post projet) existe dans la conception de l'action, en termes de :

- Consolider les acquis pour préparer les populations à l'auto – encadrement et à l'auto –gestion afin d'assurer leur autonomisation progressive (cette consolidation est toujours en cours, mais il reste encore beaucoup à faire en termes de développement des capacités techniques, financières et organisationnelles des bénéficiaires pour arriver à une situation rassurante pour la pérennisation de l'apport de bénéfice du projet);
- Lever les insuffisances et les contraintes identifiées par la réduction des barrières sociale, économique et technologique à la promotion du développement local (le projet a beaucoup contribué pour cela, mais les gaps étaient très profonds au départ, en termes de retards techniques, technologiques et économiques des bénéficiaires);
- Développer de nouvelles perspectives par une extension des activités du projet à d'autres bénéficiaires pour assurer une meilleure adaptation des interventions aux nouvelles orientations de l'Etat et aux préoccupations actuelles des populations parmi lesquelles, outre la production, on retrouve la satisfaction des besoins énergétiques (le volet accès aux services énergétiques modernes à travers le solaire photovoltaïque que prône le projet ouvre beaucoup de perspectives pour le développement local) ;
- Créer les conditions d'une réplique progressive des actions par effet « tâche d'huile » d'un village encadré à un autre non encadré dans une même zone (des voyages d'études en terme d'échanges inter villageois sont prévus pour que les localités qui ont réussi (comme Bissau par exemple) puissent servir de modèle ou de référence pour les autres localités) ; et
- Approche intégrée et participative dans le cadre du terroir villageois et dans ses rapports avec son environnement global (inter – villageois, régional et même national) pour favoriser un désengagement progressif et efficace du projet (Très peu de choses ont été réalisées sur ce plan ; mais les nouveaux projets en cours d'exécution semblent bien intégrer cette dimension).

59. Toutefois, la stratégie pour la durabilité n'est pas bien visible en termes de responsabilisation effective des acteurs locaux.

60. Pour l'implication et la responsabilisation des bénéficiaires: L'ancrage institutionnel et l'appropriation du projet sont bien réels au niveau du Ministère de l'Agriculture et

Développement rural. Par contre, l’ancrage institutionnel dans les problématiques et stratégie sectorielles pour l’électrification rurale, l’accès à l’eau potable et aux soins de santé primaire, la promotion féminine est resté en dessous du niveau requis pour un développement rural intégré.

61. Le Ministère de l’Agriculture et développement rural, la Direction de l’électrification rurale et le Ministère de la santé ont été très impliqués dans le processus de planification et de mise en place des équipements énergétiques fournis par le projet. Ce n’était pas le cas pour la Direction en charge de l’hydraulique rurale et des forages et du Ministère en charge de l’éducation. L’implication et la responsabilisation des populations bénéficiaires et d’autres groupes d’intérêts (Structures déconcentrées de l’Etat, ONG, Secteur privé, etc.) n’était pas très perceptible dans le processus de planification; mais les Structures déconcentrées de l’Etat au niveau régional et local ont été associées au processus de mise en œuvre de l’action.

62. La capitalisation et la réplication des acquis du projet (méthodologie et résultats) sont nécessaires en vue de servir comme référentiels pour les nouvelles stratégies en cours ou en perspective pour les secteurs de l’agriculture et de l’énergie, notamment. La promotion des acquis du projet passe par l’amélioration de la visibilité sur ses acquis (résultats et impacts). D’où l’intérêt de réaliser une étude d’impact et d’organiser des journées portes ouvertes pour des rencontres et d’échanges sur les acquis du projet.

VII. ASPECTS TRANSVERSAUX

63. Aspect genre : ce projet n'a pas été conçu selon une approche différenciée des bénéficiaires en termes de genres, mais l’essentiel des actions est initié pour répondre au besoin du genre femme et enfant (horticulture, alphabétisation, santé, éducation, etc.).

64. Aspect environnement et développement durable : l’option énergétique choisie par le projet, à savoir, l’électrification rurale décentralisée à travers les kits solaires PV répond à une préoccupation environnementale de portée mondiale. Il s'agit de promouvoir l'utilisation de sources nouvelles et renouvelables d’énergie en lieu et place de combustibles (hydrocarbures et bois-énergie) dont l'utilisation a une incidence négative sur l'environnement (production de gaz à effet de serre).

VIII. COOPERATION SUD-SUD

65. Ce projet est un exemple type de coopération Sud-Sud pour le renforcement des capacités et la réduction de la pauvreté. Cette coopération repose sur deux (2) axes d’intervention : Financement conjoint du projet par trois pays du Sud (Inde, Brésil et Afrique du Sud) au profit d’un pays du Sud (Guinée Bissau) ; Renforcement des capacités techniques du bénéficiaire à travers le transfert de connaissances et de technologies des Brésiliens (dans le domaine agricole) et Indiens (dans le domaine de l’énergie solaire photovoltaïque).

66. Dans le domaine agricole, le Brésil, à travers son Institut de recherches agronomiques (EMBRAPA) a apporté une assistance technique (en cours depuis la première phase du projet) à la Guinée Bissau à travers l’Institut National de Développement Agricole (INPA) d’abord, par l’envoi de six (6) chercheurs formateurs dans les domaines suivants :

- Techniques de production de riz en 2006 (formation destinées aux ingénieurs et techniciens agricoles);
- Exploitation des fruits tropicaux sub tropicaux
- Transformation des mangues et autres variétés de fruits avec l'INPA;
- Elevage de porcs au niveau du centre de Bafata;
- Techniques de productions et développements des ovins et caprins ; et
- Techniques de productions et de transformations agro industrielles de cajou

Puis, par l'envoi de 13 variétés de semences de riz pour des tests d'adaptabilité. Ces tests réalisés et suivis au niveau des stations de recherche de l'INPA ont conduit à la sélection finale de 3 variétés de semences de riz de meilleures qualités génétiques et nutritionnelles comparativement aux semences locales. Malheureusement, la coopération technique dans ce domaine s'est arrêtée au stade de la multiplication de ces 3 variétés de semences de riz au niveau des périmètres de recherches situés dans trois villages (Carabiné, Tanta Cossé II et Mandingara). La coopération avec le Brésil a permis de tracer un parcours technologique (paquets techniques) pour la sélection et la multiplication de semences améliorées de riz adaptées à la Guinée Bissau.

Mais, les semences testées ne sont pas encore produites en grande quantité, l'activité restée au niveau des centres de multiplication des semences agricoles n'arrive pas à couvrir les besoins en semences de riz des zones d'intervention du projet, à fortiori, couvrir l'ensemble des besoins nationaux en semences améliorées. Les nouveaux projets en cours d'exécution devraient inclure un volet vulgarisation de la production de semences améliorées de riz pour couvrir les besoins nationaux dans ce domaine.

67. Dans le domaine de l'énergie (solaire PV), l'Inde à travers une structure publique a assuré la formation technique de cinq ingénieurs bissau-guinéens (voyage d'études en Inde) et la fourniture de divers lots d'équipements solaires tels les kits d'éclairage PV, les panneaux solaires, les lanternes portables et divers autres équipements utilisateurs d'électricité à base solaire (frigos, ordinateurs, etc.). Les difficultés rencontrées sur l'utilisation de certains équipements du premier lot (tels les contrôles de charge, les batteries et les lanternes portables) ont été résolues avec l'envoi d'équipements plus performants lors du second lot d'approvisionnement. Des problèmes de charge ou de conservation de charge subsistent encore pour les lanternes portables. Mais globalement, l'accès à l'éclairage de meilleure qualité et à l'électricité a considérablement changé le standing des cinq localités bénéficiaires. Cet accès ouvre de réelles perspectives de développement local, de création d'emplois et de revenus adaptés au contexte rural et d'amélioration de la qualité des secteurs sociaux de base (santé, éducation et eau potable).

68. Le nouveau projet en cours depuis fin 2011/début 2012 cible 20 nouvelles localités rurales pour l'électrification à travers le solaire photovoltaïque. La réplique de la démarche expérimentée lors de la deuxième phase du projet (objet de cette évaluation) pourrait faciliter l'implantation des équipements. Il est cependant à déplorer l'absence de schéma d'exploitation économique de ces infrastructures solaires par les bénéficiaires. Le nouveau projet devra contribuer à instituer une meilleure gouvernance locale du volet électrification solaire PV. La Guinée Bissau envisage de créer une Agence d'électrification rurale et d'élaborer un plan directeur d'énergie. Les acquis de la coopération avec l'Inde sur les énergies renouvelables (solaire) seront très probablement capitalisés par les stratégies en perspectives pour le développement énergétique de la Guinée Bissau en général.

IX. ANNEXES

9.1. Annexe 1 : Tableau récapitulatif des résultats obtenus

Résultats / Composante I	Produits	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
1. La productivité et la production du riz de mangrove et de bas-fonds sont accrues	<p>Produit 1 : Les superficies déjà aménagées à Bafata, Oio et Biombo sont consolidées</p> <p>Produit 2 : 6 nouveaux villages bénéficient de l'extension du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Identification de nouvelles zones et sensibilisation • Introduction et vulgarisation de semences adaptées • Formation en techniques de gestion et contrôle de l'eau • Formation de 60 producteurs en multiplication et conservation de semences • Diffusion de conseils agro – hydro – météorologiques en gestion de l'eau et des variétés • Formation 60 producteurs en lutte phytosanitaire • Acquisition et distribution de petits matériels agricoles • Formation/Action en gestion terres et eau (DRS/CES) • Introduction de petites unités de transformation 	<ul style="list-style-type: none"> • Quatre (4) Séminaires de Formation : en « Utilisation appropriée des techniques modernes » (940 participants) • Distribution de 480 lots de petits matériels agricole (houes 480, machettes, pelles et râpeaux), • Introduction de 18 tonnes de semences améliorées de riz (sabe-12) pour Sable champs de mangrove et CP 13 pour les bas-fonds), après sélections de variétés en provenance du Brésil (coopération entre EMBRAPA et INPA) → une augmentation de 12% pour le riz la production (environ 2 tonnes par village) par village encadré. • Le projet touche au total 24 villages, dont 18 sont de nouveaux villages. 	<ul style="list-style-type: none"> • Semences améliorées introduites seraient très résistantes aux maladies et aux ravageurs de riz → amélioration des caractéristiques organiques du riz (meilleur goût et un effet plus durable dans le corps). • Pour 94% des bénéficiaires, il y a une diminution de leur nécessité d'acheter du riz et l'amélioration subséquente de leur sécurité alimentaire • Mais, le projet n'est pas arrivé au stade de la vulgarisation de la production et conservation des semences améliorées et des produits au niveau des stations de recherche et périmètres expérimentaux

Remarques conclusives sur la Composante 1 :

Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 100 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 80 726 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 80,7 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Mais, l'impact de l'accroissement des rendements dû à l'introduction de semences de meilleures qualités et de la formation technique des producteurs est encore faible à cause du nombre réduit de superficies agricoles touchées et de ressources humaines formées.

Il est important de pérenniser et de démultiplier les acquis à travers la certification et la vulgarisation de la production de semences améliorées, l'introduction d'une habitude de constitution de semences par les paysans individuellement, la multiplication des centres commerciaux agréés de vente de semences certifiées et l'appui à l'accroissement des superficies rizicoles à travers des aménagement hydro-agricoles.

Il est aussi important de poursuivre le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs individuellement et des OCB collectivement à travers la formation technique d'une large couche de la population, notamment des jeunes.

Résultats / Composante II	Produits	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
2. La productivité et la production d'animaux d'élevage de cycle court sont améliorées	<p>Produit 1 : les anciens sites sont consolidés</p> <p>Produit 2 : la productivité des petits ruminants est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Identification nouvelles zones d'intervention et sensibilisation • Gestion du troupeau, embouche longue et embouche courte • Formation pour la construction d'abris améliorés • Recherche – développement pour la vulgarisation de rations alimentaires adaptées • Formation des éleveurs à la santé de base, l'organisation et à la commercialisation • Formation 80 auxiliaires en santé animale et 80 auxiliaires en production animale • Installation de petites unités de transformation de produits d'élevage (Voir composante transversale) 	<ul style="list-style-type: none"> • Vaccination et traitement de 1507 moutons; 3 768 chèvres; 7513 volailles et 1 504 porcs, • Renforcement des capacités de 244 éleveurs à travers l'introduction de races améliorées d'animaux à cycle court avec le potentiel productif élevé (13 porcs, 216 volailles, 72 moutons et 72 chèvres). 	<ul style="list-style-type: none"> • 40% des bénéficiaires auraient tiré des revenus non négligeables à travers la commercialisation d'une partie des animaux ainsi introduits. • L'impact réel de cette composante est très mitigé, voire très discutable à cause de l'approche.

Produit 3 : la commercialisation des produits de l'élevage est accrue

Remarques conclusives sur la Composante 2 : Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 90 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 32 397 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 36 % des prévisions. Ce faible taux d'exécution financière est à corrélé avec l'absence d'une véritable stratégie et approche adaptée au contexte rurale pour la composante « Développement de l'élevage des animaux à cycle court ».

Cette composante reste pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

Cependant, son impact n'est pas très perceptible sur le terrain. Les résultats ont été largement au dessous des espoirs pour l'élevage, notamment pour la volaille (forte mortalité vend épis des vaccinations citées).

L'approche pour la composante (actions ponctuelles prophylaxie et de vaccination, distribution que quelques spécimens d'animaux aux villageois habitué à la propriété individuelle et donc mal préparés à la copropriété et gestion communautaire du bétail (toutes catégories confondues) ne semble pas tirer les enseignements et recommandations de la phase I du projet exécutée entre 2005 et 2007, selon lesquels « le développement de l'élevage n'a pas donné les résultats escomptés.

L'introduction de coqs de race, la poursuite de la pratique traditionnelle de l'élevage de la volaille par divagation à l'air libre, la mise en place de « Ligne de crédit revolving » pour l'acquisition individuelle ou collective de spécimens d'animaux auraient davantage responsabilisé les bénéficiaires et pérenniser l'action.

Résultats / Composante III	Produits	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
La production horticole et de fruitiers est améliorée		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un calendrier de production couvrant toute l'année ; Organisation collective des producteurs dans l'approvisionnement et la commercialisation ; Formation de 500 producteurs (70% de femmes) à la planification de la production, au traitement des cultures et récoltes, la conservation, la transformation et la 	<ul style="list-style-type: none"> Formation : Quatre (4) séminaires sur l'utilisation appropriée des connaissances et des techniques de jardinage (770 participants), Distribution de lots de petits équipements de jardinage (990 petits outils (pour les plantations de légumes, seaux, arrosoirs, machettes, hoes, râpeaux, etc.), 	<ul style="list-style-type: none"> Diversification et accroissement considérables de la production horticole dans tous les villages bénéficiaires. Aucune véritable action pour l'arboriculture

		<p>commercialisation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Homologation et vulgarisation de la lutte biologique contre les ennemis des cultures ; • Suivi environnemental de l'impact des produits phytosanitaires et de l'engrais sur le milieu ; • Vulgarisation d'itinéraires techniques adaptés associant engrais et fumure organique ; • Multiplication locale et vulgarisation de semences horticoles et fruitières améliorées ; • Diversification de la production horticole, fruitière et agricole (racines, tubercules, etc.) ; • Identification de 10 propriétaires agricoles de démonstrations de nouvelles variétés ; • Installation de 12 petites unités de conservation et de transformation des produits horticoles et fruitiers. (Soit 1 unité par village encadré) <ul style="list-style-type: none"> • Distribution de pesticides (24 litres de Bathic-fort, 24 litres de DECIS EC 25 et 24 litres de mancozed) et d'engrais (24 sacs de 50 kg de NPZ, 15 et 50 sacs de kg d'urée), • Distribution de différentes variétés de semences d'horticulture (47,2 kg de variétés de semences de légumes tels que : tomate, aubergine, aubergine africaine, gombo, oignon, carotte, choux, poivron et ail • Installation de six (6) équipements de séchage solaire de fruits et légumes (dans les localités de Galomaro, Gä-Mamudu, Nhacra, Mandingara, Bissa et Tamara) 	<p>fruitière, malgré les avantages comparatifs du pays pour les filières fruitières.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Près de 95% des exploitants-bénéficiaires étaient à mesure de commercialiser les excédents de productions de légumes sur les marchés ruraux et urbains environnants après prélèvement pour auto consommation • Amélioration de la qualité nutritionnelle de plus de 90 % de la population bénéficiaires avec l'introduction de nouvelles variétés de légumes (choux, carottes, aubergine, tomates, etc.) en plus des variétés traditionnelles (gombo, aubergine africana, etc.) • Moins de cas constatés de conséquences de la malnutrition (maux de tête, prédisposition au paludisme, mauvaise mine, diarrhée, etc.). • . • Accroissement du niveau de
--	--	--	---

revenus des populations exploitant, notamment des femmes occupées au maraîchage (.....)

- Forte présomption de poursuite de l'horticulture (de légumes) après le projet ; malgré l'absence de solutions durables apportées pour la résolution du problème de l'eau (manque de point d'eau) et de sécurisation des périmètres maraîchers contre la divagation du bétail .

Remarques conclusives sur la Composante 3 : Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 90 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 66 221 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 73,6 % des prévisions. Ce faible taux d'exécution financière est à corrélé avec l'absence d'une véritable stratégie et approche adaptée au contexte rurale pour la composante « Développement de l'horticulture et la production fruitière » Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

L'approche se limite à la formation, distribution de semences, de produits phytosanitaires et de petits matériels de jardinage. Elle ne fournissait pas de réponse aux quatre principales contraintes au développement de ces filières, à savoir : Disponibilité et maîtrise de l'eau sur les périmètres maraîchers ; prolongation de la saison culturale sur la majeure partie de l'année; Sécurisation des espaces de cultures contre le bétail ; Organisation des producteurs et des circuits commercialisation des productions.

D'autres éléments de durabilité de l'action ne sont suffisamment intégrés à la démarche, à savoir : Circuits d'approvisionnement en intrants et produits phytosanitaires certifiés ; Désenclavement et accès durable aux marchés urbains plus rémunérateurs ; Capitalisation des acquis des périmètres maraîchers collectifs et répliation au niveau individuel (jardin privés ruraux) ; Accès au crédits (de campagne) à travers des institutions de micro finance, ou à défaut de ligne de « crédit revolving »..

Evaluation finale – Rural development and services to communities project – Phase II

Résultats / Composante IV	Produits 1 :	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
4. De nouvelles technologies de production, transformation, l'allègement des travaux des femmes et promotion des énergies renouvelables	Des technologies adaptées sont mises en place	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation de technologies agricoles adaptées Suivi environnemental de l'impact des produits phytosanitaires et de l'engrais sur le milieu (Non visible sur le terrain) Vulgarisation d'itinéraires techniques adaptés associant diverses combinaisons engrais et fumure organique Formation des artisans locaux à la maintenance des équipements fournis (Non 	<p>Formation en alphabétisation fonctionnelle : ·bénéficiaires 966 adultes (dont 84,5% des femmes) finales cours d'alphabétisation fonctionnelle</p> <p>Formation : Séminaires d'information et de formations pratiques sur la transformation / conservation des produits agricoles périssables et la</p>	<ul style="list-style-type: none"> La formation en alphabétisation fonctionnelle a donné l'un des plus importants résultats du projet, en termes de développement des capacités des bénéficiaires (surtout des femmes). Savoir lire, écrire et faire des calculs

	<p>Produit 4 La commercialisation des produits des différentes filières est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intermédiation du projet entre producteurs et partenaires institutionnels ou privés pour l'approvisionnement et la commercialisation (ANAG, chambre de commerce,...) (Non réalisé) • Identification et établissement de protocoles d'accord avec des ONG locales performantes pour l'auto-encadrement, l'autogestion et l'extension des activités du projet). (Non réalisé) 	<p>Produit 3 : l'autonomisation des populations est assurée et la relève du projet garantie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser le transfert technologique entre villages (Non réalisé) • Formation : Développer un programme d'alphabétisation fonctionnelle intégrée • Organisation et formation des producteurs à l'approvisionnement, la production et la commercialisation (gestion de filières) • Formation et appui à l'auto – encadrement et à l'auto – gestion (Non visible sur le terrain) • Mise en place d'un dispositif de micro – crédit local revolving propre ou en partenariat (Non réalisé) • Mise en place cadres de concertation et d'action • Accords de partenariat avec projets (cost – sharing), ONG et organisations faitières, INPA, EMBRAPA et autres structures de recherche de la sous – région <p>Produit 2 : La productivité du travail est</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1148 femmes se sont émancipés à travers le projet et sont devenues véritables actrices des associations villageoises (une moyenne de 47 femmes par village), qui est une démonstration claire de la réussite du projet par rapport au genre en termes de promotion économique et sociale et émancipation des femmes rurales. • Toutefois, la promotion économique des femmes à travers le projet, s'est faite au prix d'un accroissement quantitatif des activités des femmes, sans mécanisme d'allègement des travaux féminins. .
--	--	--	--

Produit 5 : De petites et moyennes unités agro – industrielles sont créés ou dynamisées

- Identification de petites ou moyennes unités de transformation de noix de cajou existantes et /ou création de petites unités de transformation dans les autres filières
- Sensibilisation des producteurs (Non réalisée);
- Appui en fourniture d'équipements de transformation ;
- **Formation** en techniques de traitement de la noix et de la pulpe de cajou et des autres produits;
- **Formation** en techniques de collecte, de sélection, de transformation, de conservation et d'emballage
- **Formation** en techniques de protection phytosanitaire et d'hygiène

Remarques conclusives sur la Composante 4 : Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 145 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 116 313 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 80,21 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Mais des insuffisances caractérisent sa mise en œuvre.

D'abord, le taux d'exécution financière ne reflète pas le faible niveau d'exécution des activités prévues pour cette composante. Ensuite la réalisation de l'éventail des activités et produits prévus pour cette composante nécessite un temps largement supérieur aux deux années imparties au projet. C'est notamment au niveau de cette composante qu'on mesure l'ampleur de la sous estimation du temps imparti, ou la sur estimation des objectifs et produits à réaliser.

Seules cinq (5) catégories d'activités et de produits sous-jacents sont réalisés, à savoir : l'alphabétisation fonctionnelle ; les formations techniques complémentaires à celles réalisées pour les composantes 1 à 3 ; la recherche/développement en partenariat avec les Institutions internationale et nationale (EMBRAPA et INPA) de recherches appliquées ; Fourniture de petits équipements de transformation et conservation de fruits et légumes ; et l'appui à la mise en place de cadres de concertation et d'action au niveau local, voire, villageois.

Plus de la moitié des activités et produits n'ont pu être réalisés, à savoir : Suivi environnemental de l'impact des produits phytosanitaires employés ; Formation des artisans locaux à la maintenance des petits équipements agricoles introduits ; Installation de l'outil « Plateforme multifonctionnelle » d'allègement des travaux des femmes et de valorisation du bio carburant ; Echanges inter villageois de bons procédés organisationnels, techniques et socioculturels ; Développement des capacités organisationnelles des bénéficiaires ruraux en vue de l'auto encadrement et l'auto gestion ; Mise en place de système de crédit revolving ; Intermédiation pour le développement de la commercialisation des produits d'horticulture notamment ; Contractualisation avec les ONG pour la prestation de services d'encadrement

Evaluation finale – Rural development and services to communities project – Phase II

rapproché des populations rurales ; et Promotion de PME de transformation de fruits et légumes.

Résultats / Composante V	Produits	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
5. Des sources d'énergie renouvelables telles que le solaire et le bio – carburant sont promues A. Solaire PV	1. La santé est promue à travers l'existence d'une chaîne de froid dans les sites sanitaires	Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.	<ul style="list-style-type: none"> Formation en Inde de cinq (5) techniciens nationaux de la Secrétariat d'Etat de l'Energie pour la maîtrise technologique Installation par les techniciens formés en Inde de cinq (5) modules solaires complets (comprenant des systèmes d'éclairage et d'alimentation électriques et des équipements utilisateurs au niveau des centres de santé, des centres juvéniles de loisirs, des écoles, des points d'eau) des kits d'éclairage public et des lampes solaires (baladeurs) dans cinq localités pilotes. 	<ul style="list-style-type: none"> L'installation des kits solaires d'éclairage public (5 kits par village) a eu un impact très positif en termes d'effet de rayonnement et de standing du village par rapport aux villages environnant, d'amélioration du niveau de sécurité dans le village pendant la nuit et surtout l'éclairage public a permis le développement des activités économiques durant la nuit, surtout le petit commerce des femmes. Il a également permis aux enfants de pouvoir profiter d'un éclairage de meilleure qualité pour réviser les leçons (effet sur l'éducation des enfants) L'éclairage des écoles a eu le même effet sur l'éducation des enfants, mais aussi sur l'alphabétisation fonctionnelle des adultes durant la nuit, en dehors des heures diurnes d'occupations diverses.
	2. La nutrition est promue par la conservation au froid des aliments	Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.	<ul style="list-style-type: none"> Formation sur le tas de 20 techniciens ruraux pour l'entretien et la maintenance légère des équipements ; 	
	3. L'hygiène et l'assainissement sont renforcés par l'équipement en pompes à eau solaires	Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.	<p>L'impact de l'énergie solaire a eu une influence directe dans le projet d'autres quasi-totalité activités (par exemple: moins de difficultés pour l'irrigation; possibilité de procéder à l'alphabétisation cours de nuit, les associations locales étant en mesure de répondre de façon plus régulière et moins fois plus appropriés, le vol d'animaux baisse dans une large mesure en raison de la</p>	
	4. L'éducation est améliorée par l'utilisation d'ordinateurs alimentés à	Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.		

	<p>l'électricité dans les écoles</p> <p>5. Promouvoir les activités sociales et économiques en favorisant la recherche des téléphones portables</p> <p>Améliorer la qualité de vie par l'éclairage public dans les principales zones du village</p>	<p>Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.</p> <p>Fourniture, transport, installation et maintenance des équipements.</p>	<p>population la foudre, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'électrification des centres juveniles de loisirs à travers le solaire PV est sans doute l'action qui a le plus eu l'adhésion des populations bénéficiaires. Tous les villages ont construit sur fonds propres des bâtiments en maçonnerie pour accueillir les équipements (pour l'éclairage, l'alimentation électrique, les chargeurs de batterie, équipements informatiques, équipements de loisirs, etc.). Tous les villages ont pu mettre sur pied des formes d'organisation et de gestion pour tirer meilleure partie des équipements de ces centres. Les recettes générées par les chargeurs de batteries de téléphones portables (de 150 000 à 800 000 FCFA par an) constituent des sources importantes de revenus communautaires. En termes de communication, les populations n'ont plus besoins de se déplacer dans les centres urbains pour recharger leur téléphone, toutes choses qui favorisent l'ouverture au monde
--	---	---	------------------------------------	--

extérieur.

- L'électrification et l'éclairage solaire des centres de santé ont également eu un impact très positif en termes d'amélioration des plateaux techniques médicaux (avec un réfrigérateur pour la conservation des médicaments et vaccins et des lampes pour des interventions nocturne). Mais le volet équipement des centres de santé se semble pas être initié ou entrepris en coordination ou en synergie avec le programme national d'équipement des centres de santé et ceci s'est traduit par l'absence d'utilisation effective des réfrigérateurs, soit parce que le centre est déjà équipé en chaîne de froid, soit que le centre n'est pas habilité à assurer la conservation des médicaments et donc à recevoir un tel équipement
- Le besoin en pompage solaire pour l'approvisionnement en eau est réel, mais le projet a démarré cette activité dans 2

localités (Safin et Bissa), mais n'a pas pu démarrer convenablement cette activité dans 3 des cinq villages ciblés à cause notamment des problèmes de coordination ou de compréhension avec les Services étatiques en charge de l'hydraulique (service des forages). Les équipements solaires sont installés mais pas connectés aux pompes hydrauliques des forages. A cela s'ajoute le fait que dans plusieurs localités, la disponibilisation de l'eau par pompage n'est pas le seul besoin, il y a aussi celui d'installer un mini château d'eau et un mini réseau d'adduction d'eau pour la desserte des quartiers éloignés du forage et des périmètres maraîchers.

- Pour des raisons technologiques, les lampes solaires « baladeurs » ont été à 95 % prématurément hors usage (qualité technique).
- On constate aussi sur le plan technique que les petits matériels de rechange

<p>A. <u>Bio-carburant</u></p>		<ul style="list-style-type: none">• Identification des villages pilotes• Sensibilisation des communautés• Identification des essences productrices• Tests de production, traitement, transformation• Formation techniciens et populations• Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'une "Étude sur le potentiel de bioénergie d'exploration dans la zone d'intervention du projet l'IBSA".	<p>comme les fusibles, les régulateurs tombent plus fréquemment en panne (qualité technique).</p> <ul style="list-style-type: none">• En somme, la stratégie d'intervention en matière solaire n'est pas clairement définie, les rôles et responsabilités respectifs des différents acteurs et bénéficiaires ne sont pas définis, si bien que des confusions existent entre la maîtrise d'ouvrage globale du projet et les maîtres d'œuvres sectoriels des volets hydrauliques, énergie et santé.• Le thème bioénergie est très sensible en Guinée-Bissau, principalement en raison d'une crainte que les bioproduits énergétiques pourrait créent une concurrence avec l'agriculture nourricière.• L'étude a permis de fournir des réponses pour aplanir les craintes, d'une part, et suggérer que le «Jatropha curcas» et «Elaeis
--------------------------------	--	---	--	---

guineensis "pourraient être viables en matière de production de bio carburant, sous certaines conditions.

Remarques conclusives sur la Composante 5 : Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 320 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 311 339 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 97,3 % des prévisions.

Cette composante est pertinente pour l'atteinte de l'objectif général de développement, à savoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. L'accès des populations rurales aux services énergétiques modernes à travers le solaire photovoltaïque (PV) et le bio carburant est source de progrès. Le développement de l'agriculture, notamment des filières d'horticulture, reste subordonné à l'énergie et aux équipements utilisateurs permettant la force motrice pour le pompage et la distribution d'eau (à usage domestique et agricole), l'électricité pour la marche des équipements de conservation et transformation de produits agricoles. Il y a aussi le fait que l'accès à l'éclairage de meilleure qualité et aux équipements d'information et de communication (télévision, radio, ordinateur, internet, etc.) est source d'émancipation et de développement humain.

Mais des insuffisances caractérisent la mise en œuvre de cette composante.

D'abord, il n'existe pas de stratégie d'intervention clairement définie pour cette composante qui semble être menée sans une définition claire des rôles et responsabilités des différents acteurs-partenaires institutionnels que sont la structure du projet, les Directions nationales en charges des secteurs électrification rurale, hydraulique rurale et santé ;

Ensuite, les modalités de gestion durable de ces infrastructures par leurs bénéficiaires (populations rurales) ne sont pas définies pour préparer l'après assistance extérieure apportée par le projet (gestion économique et technique) ;

Enfin, un déficit d'encadrement et d'appui-conseil fait que l'emploi des recettes générées par les charges batterie de téléphones portables comme ligne de financement (subvention) des investissements villageois ou comme ligne de crédit revolving pour soutenir les besoins de financements d'utilité communautaire ou individuelle reste comme une piste non encore explorée pour l'autofinancement villageois permettant d'engager une dynamique d'auto développement induite par le projet IBAS.

Evaluation finale – Rural development and services to communities project – Phase II

Résultats / Composante VI	Produits	Activités indicatives	Réalisations effectives	Observations
------------------------------	----------	-----------------------	-------------------------	--------------

6. L'unité de gestion du projet est opérationnelle et l'appui institutionnel est performant

- Gestion quotidienne des activités du projet
- Acquisition des équipements et matériels
- Animation et appui aux cadres de concertation et d'action du projet
- Appui à GAPLA et aux services techniques régionaux chargés du suivi et pour la relève du projet
- Appui à l'autonomisation des producteurs
- Recrutement de 3 encadreurs en production de riz, horticulture - fruiticulture et élevage
- Equipement des encadreurs en motos tout – terrains adaptées
- Suivi accords de partenariat
- Appui à l'inter – médiation et suivi
- Organisation des missions d'évaluation à mi – parcours et finale
- Activités de coordination et de suivi sur le terrain
- Mobiliers et petits équipements de bureau et divers articles (consommables) liés au fonctionnement normal de la structure nationale du projet
- Entretien/Réparation du véhicule du projet et consommation carburants et lubrifiants
- Salaires et avantages personnel national (Coordinateur national de Projet, Assistant Administratif et Conducteur)
- La mise en œuvre du projet est également appuyée par un VNU (d'appui opérationnel et technique pris en charge à travers un autre budget de la Coopération Sud-Sud) rattaché au Bureau-pays du PNUD pour faciliter la gestion quotidienne et le suivi de l'action
- Le personnel national permanent du projet est réduit au stricte nécessaire (un Coordinateur, une Assistante Administrative et un chauffeur); et sur le terrain, le projet est appuyé par des prestataires ponctuels de services d'appui techniques saisonniers qui sont en réalité des consultants nationaux (à raison de 1 Agronome et 1 Technicien d'élevage par région)
- Les maigres résultats enregistrés pour la composante « Elevage des animaux à cycle court » renvoient à l'impact réel de l'expertise mobilisée à cet effet.
- La mise en œuvre du projet semble caractérisée par une certaine absence de maîtrise, voire de plafonnement, des coûts indirects : Gestion du projet et appui institutionnel des activités.

Remarques conclusives sur la Composante 6 : Le budget prévisionnel de l'action pour cette composante était initialement de 110 000 USD. L'exécution financière relative à cette action est évaluée à 243 615 USD, soit un taux d'exécution financière égal à 221,5 % des prévisions. Le coût total pour cette action a plus que doublé

La comparaison entre le budget prévisionnel et l'exécution financière montre que l'exécution financière est inférieure au budget prévisionnel pour toutes les cinq premières composantes du projet consacrées aux actions et investissements directs pour l'agriculture, l'élevage, l'énergie et le renforcement des capacités des populations rurales bénéficiaires directes.

Par contre, l'exécution financière pour la composante 6 (gestion du projet et appui institutionnel) représente 121,47 % du budget prévisionnel pour la composante. Ainsi, le coût des actions d'accompagnement (gouvernance de l'action et appui institutionnel) est passé de 12,86 % du coût total (niveau prévision) à 30,6 % du coût total (niveau exécution). Ce ratio très élevé pose le problème de la qualité de l'affectation et de la gestion des moyens financiers mobilisé pour l'action

9.2. Annexe 2. Programmation de travail et Calendrier des interventions

Chrono	Principales activités Nombre de jours calendaires→	1 ^e -2 ^e	3 ^e - 6 ^e	7 ^e - 9 ^e	10 ^e - 12 ^e	13 ^e - 15 ^e	16 ^e - 18 ^e	19 ^e - 21 ^e	22 ^e - 24 ^e	25 ^e - 27 ^e	28 ^e
		1 - 2	3- 4	5 - 6	7 - 8	9 - 10	11 - 12	13 - 14	15 - 16	17- 18	
A	Nombre de jours effectifs à prester →										
B	Timing indicatif de la mission										
1	Voyage Dakar/Bissau										
2	- Briefing avec PNUD ; Echanges sur les questions d'intendance ; - Rencontre et échange avec le consultant national										
3	Contacts préliminaires avec le Ministère de tutelle du projet,										
4	Briefing avec l'équipe du projet, Echanges sur les questions de documentation et d'intendance										
5	Contacts préliminaires avec les autres acteurs nationaux centraux concernés (Ministères, Institutions étatiques, etc.) et avec PTF concernés										
6	Elaboration et validation Agenda et visites de terrain de la Mission (Esquisse, discussions et validation)										
7	Recherche et Etude documentaire (RED)										
8	Poursuite RED Echanges et Réunion de travail/PNUD										
9	Echanges et Réunion de travail avec la PNUD et le projet										

Evaluation finale – Rural development and services to communities project – Phase II

10	Visites de terrain (Echantillon de 6 localités des 3 zones d'intervention du projet - Bafata, Oio et Biombo).										
11	Approfondissement échanges avec décideurs/Ministère de tutelle du programme										
12	Rencontre et échanges avec autres acteurs et décideurs impliqués										
13	Synthèse des données et Elaboration Aide mémoire de la mission										
14	Elaboration Draft Rapport d'évaluation										
15	Organisation d'une réunion d'échange sur les constats et orientations de la mission										
16	Débriefing de la mission avec PNUD :										
16	Fin partie terrain ; Voyage retour : Bissau / Dakar										
17	Prise en compte des commentaires et observations sur le draft (travail à domicile)										
18	Finalisation Rapport d'évaluation (une semaine après le retour à domicile du consultant international)										

9.3. Annexe 3 : Liste nominative des personnes rencontrées

Prénoms et Noms	Structure /Localité	Fonction
M. Julio Antonio Raul	Direction des Energies renouvelables et Electrification rurale	Directeur
Mme. Maria José Arango	Direction de l'Agriculture	Directrice générale
M. Jeno Anibal Pereira	Cabinet Planification, Ministère Agriculture	Directeur Planification
Mme. Lalao Raharisoa	UNDP/Guinée Bissau	Représentante Résidente, Ai
Melle. Ines Tofalo	UNDP/Special Unit for South-South Cooperation	Chargée de Projet
M. Manuel Batista	Nouveau Projet IBAS/Guinée Bissau	Coordonateur national
M. Valentin Traoré	UNDP/Guinée Bissau	Chargé de Programme
M. Ricardo Rodrigues	UNDP/Guinée Bissau /Nouveau Projet IBAS	VNU
M. Koutoubo Gassama	Nouveau Projet IBAS	Assistant technique/Région d'Ioto
M. Barbosa Vaz	Nouveau Projet IBAS	Assistant technique/Région Bafata
M. Elhadj Mamadou Camara	Village de Sansan Ioto	Chef de village
M. Moussa Camara	Village de Sansan Ioto	Secrétaire exécutif Association villageoise
M. Noumo Mané	Village de Sansan Ioto	Président Association villageoise
Mme Maria Camara	Village de Sansan Ioto	Vice Présidente Association villageoise
Mme Sabadou Diatta	Villade de Mandingara	Animatrice Alphabétisation
Mme Adama Camara	Villade de Mandingara	Présidente Association des Femmes
M. Sadio Seydi	Villade de Mandingara	Président Association villageoise
M. Arnaldo Sanca	Villade de Bissa	Assistant technique du projet/Région de Biombo
M. Agustino Antnio Lopez	Villade de Bissa	Secrétaire exécutif/AV
Mme. Maurida Lina	Villade de Bissa	Membre Association des Femmes
Mme Niohara Té	Villade de Bissa	Membre Association des Femmes
M. Ion Ca	Village de Bucomol	Chef de Village
M. Alfredo Juseph Co	Village de Bucomol	Président Association villageoise
M. Julio Ca	Village de Bucomol	Secrétaire Exécutif/Ass. Village
M. Manuel Demba Mbalo	Département Ganadu	Administrateur Sectoriel
M. Amadou Sadio	Village de Gä- Mamudu	Secrétaire Ai/Ass. Villageoise
M. Yaya Sano	Département Ganadu	Secrétaire, Service Administration locale

Evaluation finale – Rural development and services to communities project – Phase II

M. Lamine Konté	Village de Gan Mamudu	Secrétaire Exécutif/Ass. Village
Mme. Pinda Mané	Village de Gä- Mamudu	Membre Ass/Villageoise
Mme. Fatou Cissé	Village de Gä- Mamudu	Membre Ass/Villageoise
Me. Sandji TouréM	Village de Gä- Mamudu	Membre Ass/Villageoise
Mme. Binta Ba Baldé	Village de Gä- Mamudu	Membre Ass/Villageoise
Mme Sirda Kandé	Village de Gä- Mamudu	Membre Ass/Villageoise
M. Ansoumane Touré	Village de Gä- Ture	Chef de Village
M. Saloum Sagna	Village de Gä- Ture	Conseiller Ass. Villageoise
M. Moussa Sagna	Village de Gä- Ture	Secrétaire Ass. villageoise
M. KTourééba	Village de Gä- Ture	Président Ass. Villageoise
Mme. Aminata Touré	Village de Gä- Ture	Membre Ass/Villageoise
Mme. Nialen Sonko	village de Gä- Ture	Vice Présidente Ass. Femmes

9.4. Annexe 4 : Liste biographique

1. Final report – 2009 – 2011 – « GNB 00042993 – Rural Development and Services to Communities – Phase II, IBAS Fund (octobre 2009 – septembre 2011);
2. Projet de développement de l’agriculture, de l’élevage et de promotion des énergies renouvelables en Guinée Bissau, Projet IBAS, Phase II ;
3. Rapport de mission d’évaluation du projet IBAS (Phase I), septembre 2007 ;
4. Support for low land rehabilitation and for agriculture and livestock processing (Biombo, Oio and Bafata);
5. Rural electrification through solar energy systems (A roll out of the solar energy pilot initiative – conducted by IBSA in 5 villages);
6. Livre Blanc régional de la CEDEAO/UEMOA pour l’accès des populations rurales et périurbaines aux services énergétiques modernes pour l’atteinte des OMD (document, 2005) ;
7. Documents nationaux sur « Stratégie de réduction de la pauvreté et atteinte des OMD en Guinée Bissau » ;

9.5. Annexe 5 : Termes de référence de la mission

Background

La Guinée-Bissau est un pays de l’Afrique de l’Ouest avec une superficie de 36125 km². Les principales ressources budgétaires du pays proviennent de l’agriculture qui occupe plus de 80% de la population active. Le secteur agricole (filères de noix de cajou, du riz et de l’horticulture) représente plus 90% du total des exportations et environ 17% des recettes de l’Etat. Il contribue pour 60% au PIB. Toutefois, ce secteur est confronté à des contraintes liées à l’épuisement des soles, l’approvisionnement des intrants, la faiblesse de l’encadrement et du transfert technologique et les difficultés de commercialisation des produits.

Par ailleurs, le niveau de développement et surtout la structure de l’économie nationale explique essentiellement la fragilité des performances économiques et la vulnérabilité de certaines couches socio-économiques, notamment celles vivant dans les zones rurales. Bien que le Gouvernement ait fait de la lutte contre la pauvreté l’une de ses priorités, on note une hausse de la pauvreté. En effet, le taux de pauvreté est passé de 64,7% en 2002 à 69,3% en 2010. Cette évolution a considérablement accentué l’état de précarité des populations démunies, notamment les femmes et les enfants. Les régions les plus touchées par la pauvreté sont celles de Bafata, Oio et de Biombo.

Face à la dégradation des conditions de vie des populations, le Gouvernement a fait de la lutte contre la pauvreté une des priorités des stratégies et politiques de développement. Ainsi, il a élaboré son premier document national de réduction de la pauvreté en 2006 (DENARP I). Toutefois, les progrès réalisés vont être compromis par la situation d’instabilité politique et institutionnelle, la pénurie des infrastructures de base ainsi que l’impact des crises de l’huile et économiques internationales.

Etant donné que la majorité de la population vit des revenus de l’agriculture, le gouvernement avec l’appui du PNUD a soumis un projet intitulé «Développement de l’agriculture et de l’élevage au fonds mis en place par l’Inde, le Brésil et l’Afrique du Sud (IBAS) et avec contributions techniques par l’Unité Spéciale pour la Coopération Sud-Sud en tant que gérant du fonds. Cette initiative a pour objectif de lutter contre la pauvreté et la faim en développant l’agriculture et l’élevage. Elle met également l’accent sur la promotion des énergies renouvelables dans la perspective d’une amélioration globale des conditions de vie des populations.

Débuté en 2005, la première phase du projet a permis de disposer des compétences en matière de techniques culturales et de fournir des intrants agricoles dans les zones d’intervention du projet (Bafata, Oio et Biombo). Cette première phase s’est achevée en 2009 par une évaluation qui a recommandé une seconde phase pour la consolidation des acquis et la promotion d’équipements à base énergie et le développement de programme d’alphabétisation fonctionnelle.

Dans cette deuxième phase du projet, les mêmes zones d’intervention ont été maintenues, même si, en suivant une des recommandations du rapport finale de la phase I, le projet c’est concentré sur un nombre plus réduit de villages, pour leur en donner un encadrement plus étendu et intensif. Il s’agit de trois régions (Bafata, Oio et Biombo) comprenant 24 villages.

L'objectif de ce projet est d'assurer l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et d'augmenter les rendements des populations à partir de la diversification et l'intensification des productions.

Pour opérationnaliser ce projet, sept composantes ont été définies, à savoir :

- Composante 1 : réduction du déficit de la production du riz
- Composante 2 : amélioration de l'élevage des animaux de cycle court
- Composante 3 : appui à la diversification de la production horticole et de fruits
- Composante 4 : renforcement des capacités et favoriser le transfert technique et technologique, promouvoir le genre et faciliter le désengagement du projet
- Composante 5 : installation du système d'énergie solaire
- Composante 6 : promotion la production de biocarburant
- Composante 7 : Gestion opérationnelle du projet et appui institutionnel

Après deux années d'intervention, il s'avère nécessaire de voir dans quelle mesure l'appui apporté dans ce domaine a atteint ou non ses objectifs et dans quelle mesure il reste pertinent, eu égard aux différentes évolutions du contexte de la Guinée-Bissau. C'est dans ce cadre la réalisation de l'évaluation finale de la deuxième phase de ce projet s'inscrit.

2. Justification de l'évaluation

Le projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dénommé IBAS qui est à sa deuxième phase prendra fin en septembre 2011. Conformément au document projet et la politique d'évaluation du PNUD, une **évaluation finale doit être conduite** indépendamment pour examiner les principales réalisations des résultats attendus. **Il est souhaitable que cette évaluation soit réalisée à la fin du mois de septembre** lorsque la majorité des activités du projet auraient été mises en œuvre. **Cette évaluation est attendue de faire aussi des recommandations qui pourraient guider quelques actions nécessaires pour la prochaine phase du projet qui démarre en octobre 2011.**

L'évaluation **devrait fournir** un examen qualitatif et quantitatif des composantes du projet afin d'informer les parties prenantes sur l'appropriation de la conception, l'organisation, la gestion, l'exécution, le partenariat et les progrès à travers la réalisation des objectifs du projet, aussi bien que la relevance du projet pour atteindre les objectifs du fond IBSA et de la Coopération Sud-Sud.

3. Portée de l'évaluation et objectifs

Cette évaluation finale prendra en compte les interventions du projet financées depuis 2010. L'objectif général vise à évaluer les contributions du PNUD et IBAS en matière promotion d'une croissance favorable aux pauvres dans le cadre de ce projet d'une part et, d'autre part d'identifier sa contribution potentielle dans ce domaine. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- montrer dans quelle mesure la formulation du projet ainsi que l'approche utilisée sont pertinentes pour la satisfaction des besoins identifiés ;
- mettre en exergue l'apport du projet dans la réalisation des missions et stratégies du PNUD ;

- mettre en exergue l'apport du projet dans la réalisation des objectifs et modalités de coopération sud-sud du fonds IBAS ;
- examiner les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;
- analyser les facteurs exogènes (politiques, sociologiques, économiques, etc.) qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des effets ;
- apprécier la durabilité des résultats escomptés (transferts de compétences, renforcement institutionnel, prise en charge des coûts récurrents, appropriation du